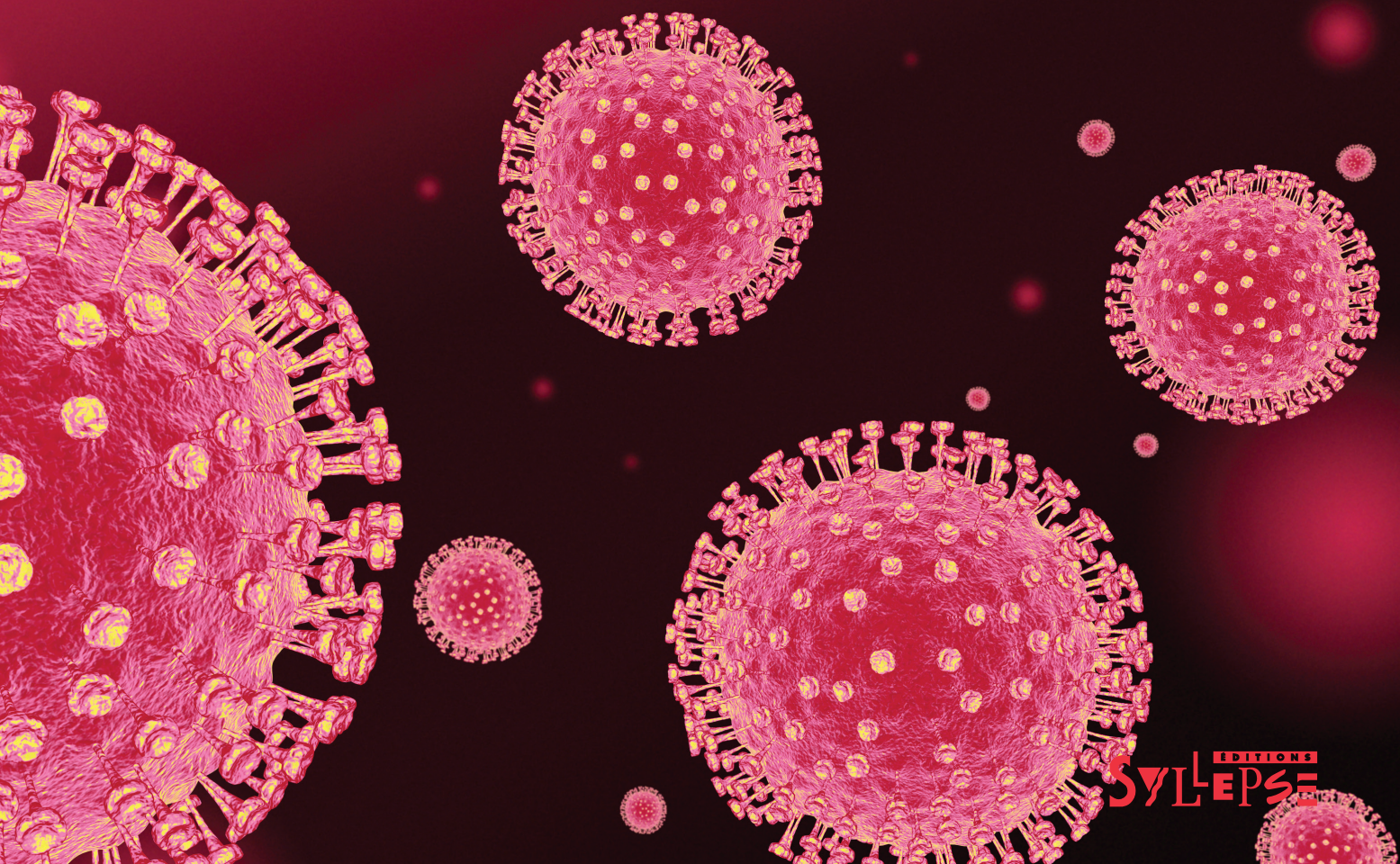


COVID-19 UN VIRUS TRÈS POLITIQUE

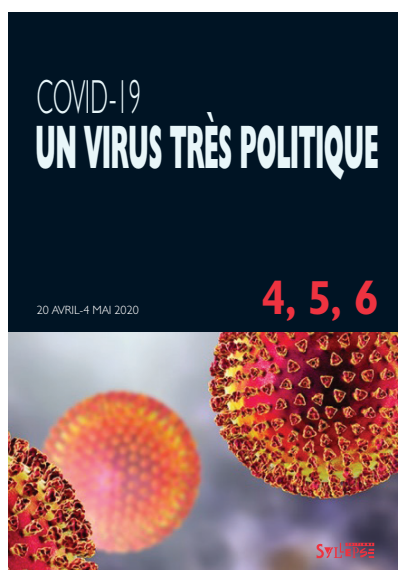
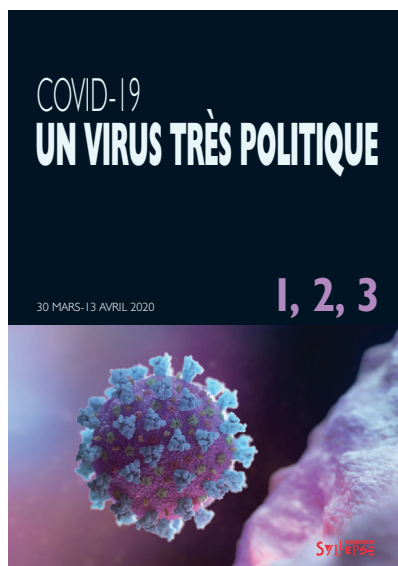
ÉDITION DU 11 MAI 2020

7



EDITIONS
SYLÉPSE

POUR TÉLÉCHARGER LES ÉDITIONS 1, 2, 3
ET LES ÉDITIONS 4,5,6



www.syllepse.net

Pour nous écrire : edition@syllepse.net

ÉDITIONS SYLLEPSE

7^e édition, 11 mai 2020

Iconographie : DR.

Merci à Serge d'Ignazio pour la photo de la page 7.

SOMMAIRE

ANTIDOTES

Antidote n° 7. Le jour J	5
--------------------------	---

OUVERTURES

Belgique. Masques en tissu : des costumières s'organisent pour sortir du travail gratuit	9
Argentine. La solidarité durant la quarantaine : l'entreprise frigorifique INCOB	14
France. Pourquoi il faut socialiser l'industrie pharmaceutique	16

ÉPHÉMÉRIDE

Éphéméride sociale (4 mai-10 mai)	18
-----------------------------------	----

DOCUMENTS

Italie. Administrations locales et collectivités territoriales : reprenons la caisse!	31
France. Zones à défendre et zones d'autonomie définitive partout!	33

LES AUTEURS-ES DE SYLLEPSE FACE À LA PANDÉMIE

Dans la presse d'extrême droite, corona rime avec paranoïa	39
Chine : lorsque la servilité l'emporte sur la lutte contre l'épidémie	42
L'avenir du travail vu du Sud... à la lumière du Covid-19	49
La maladie au service de la conquête du Nouveau Monde	54
Bolsonaro à l'épreuve du coronavirus	55

IMAGES

60



ANTIDOTE N° 7 LE JOUR J

«Le temps perdu»

Devant la porte de l'usine
le travailleur soudain s'arrête
le beau temps l'a tiré par la veste
et comme il se retourne
et regarde le soleil
tout rouge tout rond
souriant dans son ciel de plomb
il cligne de l'œil
familièrement
Dis donc camarade Soleil
tu ne trouves pas
que c'est plutôt con
de donner une journée pareille
à un patron?
Jacques Prévert, *Paroles*

Au moment où paraît la 7^e édition de ce livre en «état d'actualisation permanente», le temps du métro, boulot – pour le dodo, on verra – est venu. Les masques tombent, les héros fatiguent. Les poètes sortent leurs papiers. Les chiens de garde montrent les dents et les profiteurs de guerre profitent. Les fondés de pouvoir, eux, sont à la fois sûrs d'eux et inquiets. L'étrange défaite, dont ils portent l'entière responsabilité, pourrait bien déboucher sur une bifurcation. La civilisation est à nouveau au carrefour¹.

Textes, analyses et appels rappelant qu'un autre monde est possible et qu'il peut surgir de cette crise se sont multipliés. Avec ce livre, chacun·e s'en est rendu compte, les éditions Syllepse ont voulu donner à lire les résistances, les utopies concrètes, les pratiques solidaires et les alternatives, petites et grandes, qui se sont (re)mises en marche et qui, toutes, dessinent les contours de cet autre monde possible, émergeant et plus que jamais nécessaire. Avec l'optimisme de la volonté, nous pensons que les quelques choix que nous avons faits irrigueront les débats et les projets qui ne manqueront pas de surgir pour les lendemains du jour d'après. Avec le pessimisme de la raison, on lira aussi dans les pages que nous avons publiées, et dans bien d'autres, comme en miroir, la manière dont les fondés de pouvoir vont utiliser cette crise, comme ils le font à chaque crise, pour se rétablir et étendre leur domination.

Alors que le monde d'hier va tenter de se réinstaller en faisant croire que c'est un nouveau monde, il n'est pas inutile, tant ils sont forts, de rappeler les mots du Dr Pruhomme. Ce ne sont d'ailleurs pas des mots, mais le concentré des germes des possibles qui ont fleuri en ce printemps 2020 sur les cinq continents:

«En effet, le sentiment des personnels, toutes catégories confondues, est que les administrations n'ont été d'aucune utilité dans la période et qu'une certaine forme d'autogestion s'appuyant sur

¹ Titre de l'ouvrage de Radovan Richta, à la fois programmatique et emblématique du printemps tchécoslovaque, *La Civilisation au carrefour*, Paris, Anthropos, 1969.

des initiatives individuelles a constitué la bonne solution. Cela ouvre des perspectives pour l'avenir autour d'un vieux slogan qui n'apparaît plus si éculé que cela : le pouvoir aux travailleur·euses²»

Cette 7^e édition – sans doute l'avant-dernière puisque le retour à l'anormal a été décidé par ceux dont la politique délinquante ne peut plus être masquée – paraît donc le jour du déconfinement officiel. Les librairies rouvrent, péniblement pour nombre d'entre elles. Pour la « chaîne du livre », l'épreuve de vérité est devant elle. Pour les éditions Syllepse, toujours debout et résistantes, nos nouveautés, sinistrées, restées confinées dans les cartons, tenteront de se frayer un chemin pour s'installer sur leurs tables dès le 4 juin. Et dès le mois de septembre, les titres annoncés vont paraître les uns après les autres, sans aucune exception, comme vous pouvez le voir sur la page « Avant-première » de notre site – www.syllepse.net – et sur notre [vidéo](#).

Les huit éditions (30 mars-18 mai) de *Covid-19, un virus très politique* paraîtront en librairie – une sorte de *digest* – dès le mois de juin. Bien sûr, vous aurez déjà tout lu, gratuitement, mais comme chacun·e sait, la gratuité a un coût. De même que l'indépendance. Inutile d'insister, vous connaissez les gestes barrières indispensables pour freiner l'envahissement de notre société par le capitalovirus et que vivent les « territoires libérés ». Investissez dans le livre et préparez-vous !

« Les livres n'ont absolument rien de magique. Il n'y a de magie que dans ce qu'ils disent, dans la façon dont ils cousent les pièces et les morceaux de l'univers pour nous en faire un vêtement ! » Ray Bradbury, *Fahrenheit 451*

WWW.SYLLEPSE.NET

2. Christophe Prudhomme, « Entretien », *Covid-19, un virus très politique*, édition du 4 mai. Il est médecin urgentiste au Samu 93, porte-parole de l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF) et syndicaliste à la CGT.

OUVERTURES

BELGIQUE MASQUES EN TISSU : DES COSTUMIÈRES S'ORGANISENT POUR SORTIR DU TRAVAIL GRATUIT

ENTRETIEN AVEC ANNABELLE LOCKS¹

Depuis le début de la crise politico-sanitaire liée à la pandémie du Covid19, des couturières ne cessent d'être mobilisées à coups de larges appels à fabrication bénévole de masques en tissu émanant de pouvoirs publics peinant à élaborer d'autres solutions pour pallier leur incurie et les pénuries de protections. Annabelle Locks avait lancé l'alerte sur les conditions dans lesquelles se mènent ces opérations qui font travailler de nombreuses femmes gratuitement depuis chez elles et sans cadres. Costumière, elle initie aujourd'hui le projet «Lesmasquesdebruxelles», un collectif «féministe et mixte qui réunit costumières et livreuses, ainsi que des hommes chargés de la collecte de textiles et des commandes» et qui vise alimenter Schaerbeek en masques. Réflexions sur la condition de couturière à l'ère du coronavirus alors que les masques sont devenus aujourd'hui des produits de première nécessité et le symbole d'une gestion gouvernementale désastreuse. Mais aussi sur ce que de nouveaux projets solidaires peuvent faire naître d'espoirs et préparent un après plus désirable.

Comment en êtes-vous arrivée à fabriquer des masques en tissu

C'est d'abord une colère face à la situation et face à ce large appel à des bénévoles pour fabriquer des masques en tissu. La première étape a été très théorique, ça a pris la forme de la rédaction de l'article intitulé «Lutte contre le coronavirus : si les femmes s'arrêtent, les masques tombent» (www.axellemag.be/coronavirus-femmes-confection-masques²) avec la journaliste Manon Legrand et paru dans le magazine *Axelle*. C'est une réflexion autour des conditions dans lesquelles les masques sont fabriqués en Europe face à la pénurie. Son travail de journaliste a énormément compté dans l'énergie et le crédit que ça m'a donné. Grâce à ce premier travail, j'ai tellement été investie de cette idée qu'il fallait à tout prix faire travailler des femmes avec des contrats et des conditions dignes que je me suis mise à le faire! Pour moi, c'est très clair: si ce n'est pas payé et sans contrats, je préfère autant rester chez moi à lire ma bibliothèque féministe. Petit à petit, ça a pris de l'ampleur, j'ai constitué une équipe, on va former prochainement une ASBL et faire des contrats. Je me suis assez rapidement opposée au fait que des professionnelles réalisent des masques bénévolement. Le métier de costumier est par nature précaire, fait de CDD, nos contrats ont été annulés et face à la crise, nous avons un savoir-faire utile à la société. En tant que professionnel·les, nous devons être rémunérées pour cette activité. En revanche, je ne m'oppose évidemment pas aux bénévoles qui cousent des masques de bon cœur et dont la situation financière et matérielle le permet. C'est même très beau que celles et ceux qui le peuvent, le fassent. Je souhaite toutefois alerter sur le risque de surmenage pour certaines qui se sentent investies d'une mission immense: puisqu'il faut des millions

1. Propos recueillis par Aurélien Berthier paru sur le site «Agir par la culture» du 22 avril 2020, www.agirparlaculture.be/author/aurelien/.

2. Article également publié dans *Covid-19, un virus très politique*, édition du 6 avril.

de masques, certaines travaillent des heures impossibles, et ce, bénévolement. On a d'ailleurs déjà vu quelques cas de burn-out chez les bénévoles. Dans notre collectif, nous respectons des horaires acceptables et même si la cadence est intense, nous posons les limites de ce que nous acceptons de produire chaque jour.

On peut en effet se demander pourquoi les pouvoirs publics (Régions et communes) demandent à des femmes de coudre des masques systématiquement bénévolement, comme si c'était une évidence. Pourquoi devrait-on forcément travailler gratuitement quand il s'agit de masques en tissu?

Parce que 95% des personnes qui fabriquent des masques sont des femmes! D'ailleurs, quand des appels à couturiers sont lancés, ils sont toujours adressés aux «couturier-es» bénévoles et jamais aux couturier-es. Si c'était des hommes qu'on mobilisait pour la production d'un produit de première nécessité, je doute qu'on fasse appel à leur gentillesse et à leurs générosités supposées. Toute cette notion du care, du soin, est attribuée aux femmes. Dans l'imaginaire collectif, cela reviendrait à nous, les femmes, de prendre la responsabilité de ce genre de chose... Même si très curieusement, on peut constater le contraire dans le choix de l'illustration d'articles de presse sur le sujet: des photos prises dans des ateliers où seuls des hommes s'affairent derrière des machines à coudre...

Vous soulignez dans un entretien que le métier de couturière était dévalorisé, réduit à «hobby». Est-ce que ça joue aussi dans l'idée qu'on n'aurait pas à le rémunérer?

Encore une fois, la question de genre me semble primordiale. En ce moment par exemple, tout le monde jardine. On peut se dire, tout comme la couture, que c'est le métier d'un jardinier mais que c'est le hobby d'une autre personne, comme la couture est mon métier mais le passe-temps d'une autre. Pour autant, s'il s'avérait nécessaire de mobiliser des jardiniers aujourd'hui, métier traditionnellement attribué plutôt aux hommes, est-ce qu'on leur demanderait de travailler gratuitement à l'échelle d'une nation? Je ne pense pas. Ainsi, non seulement la couture est considérée comme un hobby, mais plus encore, comme un hobby de femmes. Jusque dans les années 1970, les femmes faisaient de la couture à l'école. C'est un savoir-faire que les femmes ont parce qu'ils résultent d'un processus socialement construit. Et puis, plus pragmatiquement, peu d'hommes disposent aujourd'hui d'une machine à coudre. Je voudrais souligner au passage que sont également mobilisés sur la confection des masques certains groupes captifs comme les détenues des prisons ou précaires comme des groupes de sans-papiers. Détenus, sans-papiers, femmes, finalement, cette fabrication massive de masques revient à des groupes déjà fragiles socialement. Remarquons aussi qu'on s'offusque assez facilement du fait qu'il faille payer des professionnelles qui fabriquent des masques mais que, par contre, ça ne viendrait à personne l'idée de contester le fait qu'il faille payer des respirateurs des dizaines de milliers d'euros quand c'est nécessaire d'en acheter un. On ne dit pas aux industriels: «offrez-les-nous!». Notons également la réouverture des magasins de bricolage, mais pas des marchands de tissus et merceries, ce qui nous rend perplexe étant donné l'urgence à équiper la population de masques en vue d'un déconfinement.

Assez rapidement dans les réponses apportées à l'épidémie de Covid19 et la nécessité du masque, que ce soit pour les soignant-es ou les citoyen-nés, les pouvoirs publics se sont avérés globalement impréparés, incompetents et très peu stratégés. Désorientés, ils n'ont souvent trouvé, semble-t-il, comme issu que ce large appel au bénévolat. Est-ce que ça aurait pu se faire autrement? Quelles autres solutions collectives plus socialement justes on aurait pu ou on pourrait élaborer?

Les pouvoirs publics auraient en effet pu mobiliser tout le secteur textile du pays. En Belgique et en France, on a encore des secteurs textiles très actifs. Plutôt que de les mobiliser, ce qui aurait semblé le plus logique pour la fabrication de masques à grande échelle, on a préféré mobiliser des citoyennes bénévolement. Le grand avantage : c'est que c'est gratuit ! En Tunisie, par contre, dès le début de la crise, les salariées d'une usine de prêt-à-porter ont été confinées ensemble pour confectionner des masques. Elles touchent leurs salaires et les heures sup sont bien sûr rémunérées.

Dans cette affaire de masques, on a fait face à une espèce de panne d'imaginaire, de prise de décisions à la mesure des événements. Les pouvoirs publics ne sont par exemple jamais lancés dans la réquisition d'usines textiles ou la mise en place de leurs propres ateliers...

Ça m'aurait semblé beaucoup plus logique en tout cas d'organiser la production de masques, de mobiliser l'ensemble du secteur textile et de l'orienter vers la production de ces masques. Mais pour moi ce n'est pas un oubli ou une panne d'imagination : c'est simplement un moyen de faire des économies, de faire en sorte que cette crise coûte le moins cher possible. Ça relève plutôt de l'idéologie néolibérale, celui d'un choix purement économique : même en temps de crise grave, on continue de chercher à faire des économies avec un travail gratuit ! Le choix du bénévolat, c'est aussi un choix plutôt contre-productif et inefficace en ce qu'il répond lentement et mal à la situation. L'appel à bénévoles nous fait en effet prendre du retard sur le moment où il y aura suffisamment de masques pour tout le monde. Ce n'est pas une réponse rapide à un besoin urgent. Car d'une part un appel à bénévoles implique un temps de réponse plus ou moins long, d'hésitation où les gens se décident ou non à s'engager. Et car d'autre part, toute une partie de ces bénévoles n'étant pas des professionnelles de la confection, on perd du temps en acquisition du savoir-faire nécessaire à la fabrication du masque. D'autant que les kits qu'elles reçoivent sont souvent mal faits, mal coupés, et durs à travailler. Bref, ça peut être une production très fastidieuse. Et la qualité des masques issus de ces kits n'est d'ailleurs généralement pas très bonne.

On pourrait évoquer aussi le fait qu'on s'est mis à leur demander toujours plus. Ainsi, dans un appel par la Région bruxelloise, par le biais de l'entreprise de travail adaptée Travie qui fait l'intermédiaire, les bénévoles ont d'abord reçu des kits de 25-50 masques à produire. Mais on leur a annoncé qu'ils allaient prochainement recevoir des kits de 200 masques à réaliser ! Il n'a jamais été question d'une telle hausse des cadences de production lors des prises de contact. De quoi larguer bon nombre de bénévoles.

Beaucoup de gens en arrivent dès lors à considérer que les masques doivent être gratuits et surtout que leur confection soit non rémunérée. Vous recevez par exemple de copieuses insultes simplement parce que vous avez décidé de ne pas jouer ce jeu du bénévolat forcé et de faire payer à leur juste prix les masques que vous fabriquez. Est-ce qu'on n'est pas dans une sorte de confusion entre la gratuité née du don de soi, de la générosité et la gratuité socialement construite du service public, où quand l'hôpital ou l'école sont « gratuits », c'est parce que les impôts les financent et rémunèrent les infirmiers et instituteurs ? Ici, on n'est pas arrivé pas à inclure les masques dans la sphère du service public de la santé et on l'a confié aux individus et au marché. On pourrait pourtant par exemple imaginer que ces masques, vu leur nécessité sanitaire, soient remboursés par la Sécu...

Ce qui m'effraie c'est qu'avec cette opération, j'ai l'impression que les États, la France et la Belgique, habituent leurs populations à croire que le travail n'a pas de valeur. Sans vouloir être

parano, on peut se demander si cette histoire de gratuité sur les masques peut être annonciatrice d'une baisse globale des salaires, qu'elle participe à rendre cette diminution acceptable par la population au nom de la crise sanitaire et économique.

Lesmasquesdebruxelles est donc un collectif formé dans l'urgence qui propose d'acheter des masques en tissus réalisés à partir du recyclage de pantalon que vous récoltez à Schaerbeek pour en équiper les habitant·es. Comment s'organise ce projet à finalité sociale?

Même si on a distribué des masques gratuitement à des sans-papiers et des sans-abri, on propose effectivement nos masques à la vente. Depuis le début de cette crise, je sais combien il y a de personnes professionnelles dans le pays qui se sont retrouvées sans revenus et qui sont capables de répondre à ce besoin d'urgence. Ce projet vise à ce que ces personnes dont c'est le métier et qui font des masques soient rémunérées pour cela. Actuellement, l'équipe est composée de six personnes, dont trois couturières. Vu les commandes enregistrées, on va devoir dès la semaine prochaine en rajouter trois autres ainsi que deux coupeuses, une équipe qui gère la collecte et un responsable des commandes et planning de production. Et ce n'est pas impossible qu'on soit à terme une quinzaine à travailler sur ce projet. Si j'accepte de me tuer à la tâche dans cette démarche, c'est parce que je sais que ça va permettre à un maximum de gens de bosser. C'est une super manière de résister à la fatalité, de continuer d'avoir de l'espoir malgré la crise et le climat anxiogène.

On tient à ce que notre projet reste pour le moment en circuit court. C'est une chouette manière de présenter notre travail, un peu comme un agriculteur qui va vendre directement ses légumes sur le marché. On sait pourquoi on le fait car on voit à qui on le vend. Car on reçoit essentiellement des commandes de Schaerbeekois·ses. On ne livre pour le moment que dans un seul point de vente à Schaerbeek. Et c'est encore à Schaerbeek qu'on récolte notre matière première, à savoir des pantalons qu'on recycle et qu'on transforme en masques. Plutôt que d'aller monter d'énormes usines, on pourrait imaginer que ce genre d'initiatives locales se multiplient, dans chaque commune de Bruxelles et de Belgique. C'est motivant d'arriver à faire tout cela sur place, pour un quartier, une commune. Et ça permet de raviver du lien humain et une proximité largement déchirés par le confinement. Car on rencontre les personnes, celle qu'on livre, celles qui nous donnent des pantalons, on discute longuement en équipe pour savoir comment on se gère, combien on se rémunère, etc. On reçoit beaucoup de messages de gens qui nous encouragent à continuer.

Vous avez reçu aussi le soutien d'un autre secteur sinistré, le secteur culturel...

J'ai fait un post pour chercher un nouvel espace pour nous servir d'atelier. Quelques heures plus tard, j'ai été contactée par le Théâtre des Riche-Claire, la Balsamine et Théâtre des Martyrs qui étaient tous d'accord pour qu'on s'installe chez eux! On va probablement aller au plus près des Schaerbeekois·es, à la Balsamine, pour pouvoir fabriquer, trouver les matières et vendre les masques dans la même zone.

Et est-ce que les pouvoirs publics vous ont proposé de l'aide? Vous souhaitez demander à être aidés par eux dans votre démarche?

On a demandé un espace à la commune de Schaerbeek mais ça n'a rien donné. À vrai dire, je suis tellement déçue par la manière dont les pouvoirs publics ont globalement géré les choses jusqu'à maintenant que je n'ai pas forcément envie de coopérer avec eux. Je préfère qu'on reste dans une démarche citoyenne, un groupe qui se forme sur des rencontres et des affinités autour d'un projet

fédérateur, avec des habitant·es de Schaerbeek qui nous font confiance. Je ne voudrais pas qu'on soit récupérés. On entend beaucoup parler de l'organisation d'un nouveau système de vie au-delà de cette crise, d'un «après». Un projet de proximité comme le vôtre est-il une manière de participer de cette démarche d'une économie plus juste et plus humaine?

C'est assez inédit pour nous de travailler comme ça avec une durée indéterminée et un salaire incertain, mais nous acceptons tous les conditions d'emblée. Parce que nous nous engageons tous les six dans cette aventure expérimentale de l'artisanat de demain. C'est expérimental à tous les stades: l'approvisionnement en matière première, la communication (parfois très «traditionnelles» puisque tout est parti d'une annonce papier déposée chez la fromagère en bas de chez moi pour en arrivé à une com sur les réseaux très ciblée sur la commune) ou le calcul des salaires (on est tous rémunérés au même taux horaire, et ça en fonction des ventes réalisées). Au début, on souhaitait même acheter aux gens leurs pantalons que nous allions recycler, personne n'a accepté, mais l'idée était que l'activité permette à tout le monde d'y gagner à la mesure de la contribution... Pour moi, c'est peut-être la première fois que faire la couture répond à un besoin si urgent. Ici les solutions qu'on trouve pour répondre à la crise (comment trouver du textile quand tous les fournisseurs sont fermés, par exemple) nous inspirent énormément pour nos méthodes à long terme. Je crois sincèrement que chacun·e sera amené à choisir de faire ce qui a plus de sens au milieu de ce grand trou noir, qu'en tout cas c'est l'occasion idéale pour se réinventer, pour appréhender nos pratiques d'une nouvelle manière.

ENTRETIEN PUBLIÉ SUR LE SITE AGIRPARLACULTURE.BE

Un collectif en autogestion, une piste pour l'après: Ophélie, Maya, Annabelle, Loransse, Bruno, Henri, Philippe, Matthieu et Anna fonctionnent en autogestion, «avec une réunion hebdomadaire pour évoquer les bilans de chacun, ce qui marche, ce qui peut être amélioré. Pas de rapport pyramidal, les décisions sont prises ensemble, et chacun·e a le même poids dans le processus de décision. Pour la suite, après le confinement, ce serait une piste à continuer de développer. Ça nous permet de fournir un travail à la fois efficace et heureux!»

Site web: www.lesmasquesdebruxelles.be

Facebook: www.facebook.com/lesmasquesdebruxelles

ARGENTINE LA SOLIDARITÉ DURANT LA QUARANTAINE : L'ENTREPRISE FRIGORIFIQUE INCOB

FRANCISCO CANTAMUTTO¹

En pleine pandémie, l'entreprise récupérée et gérée par ses salarié·es de Bahía Blanca, reste opérationnelle. Mais, au-delà de son fonctionnement habituel, elle développe des réseaux de solidarité avec les secteurs laissés à l'abandon dans son voisinage. Bien qu'elle ait subi un vol coûteux au début de la quarantaine, la coopérative a réussi à donner quatre tonnes de viande à ceux et celles qui n'ont pas encore reçu l'aide d'un État dévasté par quatre années de néolibéralisme.

La pandémie de coronavirus Covid-19 a fait éclater les tensions qui s'accumulaient dans l'économie mondiale, et l'Argentine n'échappe pas à cette situation. Après la destruction de l'appareil productif, sous le gouvernement Cambiemos, le pays s'est retrouvé affaibli face à la crise. Plus de pauvreté, plus d'inégalités, plus de chômage, des salaires plus bas, des conditions de travail plus mauvaises, des PME noyées sous les dettes, et tout cela à cause d'un véritable pari sur la spéculation.

Les attentes à l'égard du nouveau gouvernement n'étaient pas minces, à l'aune de l'espoir de renverser cette situation douloureuse. La pandémie mondiale a créé une nouvelle difficulté, juste au moment où le plus urgent était de résoudre les dettes sociales. Il est important d'avoir en tête ce contexte, lorsque l'on réfléchit aux actions concrètes décrites.

Les entreprises récupérées font partie des nombreux secteurs mis à mal par les politiques de ces dernières années. Ceux et celles qui s'organisent collectivement doivent faire face aux tarifs douaniers, aux taux d'intérêt exorbitants, à un marché intérieur de plus en plus étroit et à un contexte politique défavorable. Nombre de ces entreprises, en particulier dans l'industrie textile et dans la métallurgie, ont dû fermer à cause de la quarantaine. Jusqu'à présent, et c'est le cas du mouvement autogestionnaire plus largement, elles n'ont pas particulièrement bénéficié du plan de relance du gouvernement – même si, contrairement à avant, elles n'en sont pas formellement exclues.

C'est dans ce cadre que les entreprises récupérées font face aux défis d'une économie stagnante, dont elles dépendent à travers la demande. Peu d'entre elles font partie des secteurs non paralysés parce que considérés comme essentiels. On note un plus grand souci et intérêt pour la sécurité des associé·s de ces coopératives que dans beaucoup de grandes entreprises. Elles ont aussi multiplié les actes de solidarité. Par exemple, plusieurs entreprises textiles ont converti leurs chaînes pour produire et donner des masques.

Le cas spécifique dont nous parlons ici est celui d'INCOB (*Industria de la Carne Obrera*), une usine récupérée, de transformation de viande, à Bahía Blanca. Plus de 70 personnes y travaillent. INCOB a connu plusieurs vicissitudes depuis son occupation et sa reprise en 2005. Elle fonctionne sous forme de coopérative depuis 2008 ; mais ceci n'a pas préservé le groupe de difficultés dues aux actes de quelques personnes qui ont eu pour conséquences de gravement endetter l'entreprise, notamment vis-à-vis d'organismes d'État. Les coopérateurs et coopératrices ont pu écarter les éléments qui s'enrichissaient sur le dos du collectif et, depuis 2015, le groupe est reparti sur de bonnes bases. Les

1. Article publié dans la revue *Autogestión*, www.autogestionrevista.com.ar, trad. Christian Mahieux.

nouvelles organisations mises en œuvre garantissent la rotation, sont transparentes et démocratiques. Et cela renforce la lutte elle-même.

Depuis que la quarantaine obligatoire a été décrétée, INCOB a suspendu les tâches non prioritaires, se concentrant sur les essentielles. Prenant soin les un·es des autres, les travailleurs et travailleuses se sont concentré·s sur le fonctionnement de la chaîne d’approvisionnement. Ainsi, ils et elles ont réussi à maintenir les volumes de production sans revers majeur. Dans les premiers jours de la crise, l’entreprise a subi un vol : une scie à coffre, machine de base pour le travail qui vaut plus d’un demi-million de pesos. Dans les quartiers environnants, comme dans de nombreux endroits, il y a des besoins vitaux urgents : le soulagement attendu depuis des années ne vient pas et la désespérance gagne du terrain. La réaction à ce vol n’a pas été une condamnation ou une diabolisation, mais l’empathie et la solidarité. Orlando Acosta, secrétaire de la coopérative explique :

Quand la pandémie et la quarantaine ont commencé, nous avons constaté qu’il y avait des gens près de nous, des gens que nous connaissons, qui étaient dans le besoin, qui passaient un très mauvais moment. Nous avons le privilège d’être une industrie alimentaire et nous devons continuer à travailler pour qu’il n’y ait pas de pénurie. Mais nous avons des proches [...] qui ont été touchés dès le début.

Belén Fernández, ouvrière de l’usine de conditionnement de la viande, souligne que, ce qui a commencé comme une chaîne de dons à leurs proches, s’est rapidement transformé – sous l’impulsion notamment de l’actuel président de la coopérative, Ernesto Güenemil – en un mécanisme d’action huilé dans un plus grand rayon. Attaquée, frappée à l’intérieur et de l’extérieur, l’entreprise récupérée se considère comme privilégiée devant ses paires. Et elle agit. [...]

Des dons sont faits aux aires d’espaces sociaux, aux cantines et aux organisations de quartier, mais aussi aux familles dans le besoin ; ils sont distribués selon l’ordre dans lequel celles-ci demandent de l’aide. Les coopérateurs et coopératrices rencontré·es ont évoqué avec douleur le cas d’une famille qui vivait dans les installations animalières du zoo municipal. Une fois par semaine, des denrées non périssables et des vêtements donnés par les employés d’INCOB, sont également distribués. Une coopérative apicole a ajouté les dons de miel à ce dispositif. Ils et elles rendent possibles ces distributions, en prenant en charge les dépenses de carburant nécessaires pour se rendre dans tous les quartiers défavorisés de la ville ; c’est le véhicule de la coopérative qui est utilisé. La CTA² locale et régionale a fait un don en espèces pour aider à couvrir ces dépenses. Et plus encore, ils et elles donnent de leur temps, préparent des colis et les livrent, alors qu’ils et elles pourraient être avec leurs familles, à prendre soin les un·es des autres.

Les moyens mis en œuvre au sein de l’entreprise récupérée pour atteindre la limite de ses possibilités, détonnent avec ceux d’un État délabré, qui n’agit pas avec la rapidité et l’efficacité nécessaires. Orlando a souligné l’existence d’une longue liste d’attente pour les dons. Belén a mentionné que, de la demande, on passe à une frustration lorsqu’il n’y en a pas assez pour tout le monde. En d’autres termes, le manque de dynamisme de l’État se transforme en frustration à l’égard de ceux et celles qui prennent sa place en cherchant à aider. Le besoin urgent de nourriture ne peut attendre plus longtemps, car des années de misère ont déjà fait des ravages.

Cet effort ne reçoit pas l’attention qu’il mérite dans la presse, qui est plus attentive aux épisodes violents et autres faits divers. Certes, le cas d’INCOB n’est pas le seul, ni peut-être le plus héroïque, mais c’est un exemple qui mérite d’être connu. INCOB, en tant qu’organisation récupérée, prend soin de ses travailleurs et travailleuses, ainsi que de celles et ceux qui les entourent. Une logique qui ne sera jamais compatible avec la recherche du profit comme moteur de l’économie.

2. La Central de Trabajadores de la Argentina est l’une des organisations syndicales argentines.

FRANCE POURQUOI IL FAUT SOCIALISER L'INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

GRÉGOIRE MARIMAN¹

L'industrie pharmaceutique est une filière indispensable pour produire, en grande quantité, des tests de dépistage et une molécule qui donnerait des résultats contre le virus. Elle l'est également, hors contexte d'épidémie, pour produire des vaccins et des médicaments contre les maladies chroniques, par exemple. La laisser entre les mains d'intérêts privés, c'est aller vers de nouvelles catastrophes.

C'est parce que l'industrie pharmaceutique est soumise à la loi du profit que sa production a été délocalisée, notamment en Chine et en Inde, afin de baisser les salaires et les conditions de contrôle sur les médicaments². L'Inde fournit 20% de la demande mondiale. Or l'État indien a décidé, après avoir décelé six cas de coronavirus, de restreindre l'exportation de 26 médicaments (antibiotiques, paracétamol, un antiviral...) pour sécuriser son approvisionnement³. Les chaînes d'approvisionnement en médicaments ont ainsi été considérablement complexifiées, la doctrine libérale de gestion des stocks à flux tendu n'arrangeant rien. Mais cela ne date pas de la pandémie. En une décennie, les ruptures de stocks de médicaments en France ont été multipliées par douze⁴ (anti-infectieux, vaccins, traitements contre l'épilepsie ou Parkinson, anticancéreux), et sont aujourd'hui craintes par les malades chroniques dont les associations ont signé une tribune avec des scientifiques et des responsables CGT et Solidaires⁵.

La relocalisation de la production de médicaments en France ou en Europe est aujourd'hui en débat. Mais tant que cette production restera soumise à la loi du profit, ça ne sera pas suffisant. Les entreprises françaises chercheront à maximiser leurs profits par d'autres biais que les délocalisations : en se concentrant sur les médicaments qui rapportent, en gérant les stocks en flux tendu, en changeant les formules pour déposer de nouveaux brevets⁶ ou en faisant du lobbying pour que ce soient les traitements les plus onéreux qui soient remboursés et donc prescrits⁷. D'ores et déjà, Sanofi tire parti de la crise en annonçant l'externalisation de six de ses onze sites européens (soit plus de 1 000 salarié·es en France et 3 000 en Europe), soi-disant pour mieux lutter contre les pénuries, en réalité pour se débarrasser des sites produisant les médicaments les moins lucratifs⁸.

CE QUE SIGNIFIE LE CONTRÔLE POPULAIRE

Sortir cette industrie de la loi du marché en la socialisant est donc une question de santé publique. Socialiser, ça ne veut pas simplement dire la réquisitionner le temps de la crise : en effet, réorganiser une production largement délocalisée, ça ne va pas se faire du jour au lendemain. Socialiser, ça ne veut pas non plus dire nationaliser, au sens où l'État deviendrait actionnaire majoritaire voire

1. Grégoire Mariman est chercheur.

2. « Un tiers des médicaments produits en Inde sont non conformes », *Le Monde*, 11 janvier 2018.

3. « Covid-19 : l'Inde restreint l'exportation de 26 médicaments et API », *Industriepharma.fr*, 3 mars 2020.

4. « Coronavirus : la chaîne d'approvisionnement des médicaments remise en cause », RFI, 6 mars 2020.

5. « Pénurie de médicaments vitaux, tests et équipements : l'appel des personnalités ! », à retrouver sur le blog de Pauline Ondeix, 7 avril 2020, *Mediapart*.

6. Comme cela s'est fait avec le Levothyrox en 2017, ce qui a conduit à une vague d'effets secondaires indésirables chez les malades.

7. Simon Gouin, « Lobbying : comment l'industrie pharmaceutique prend d'"assaut" les institutions européennes », *Bastamag.net*, 24 mai 2019.

8. « Le grand coup de bluff du groupe Sanofi », *L'Humanité*, 16 avril 2020.

unique, mais où l'on resterait dans le cadre de la concurrence capitaliste, en s'imaginant que l'État aux commandes, «ça sera moins pire». On voit bien où peut nous conduire le cas d'Air France que le gouvernement envisage de renationaliser parce que la compagnie est en difficulté... en annonçant qu'il la revendra une fois la crise passée – et sans doute après y avoir injecté moult argent public, ce qui se nomme socialiser les pertes et privatiser les profits!

« SOCIALISER, ÇA NE VEUT PAS SIMPLEMENT DIRE RÉQUISITIONNER, NI NATIONALISER »

Socialiser, ça ne veut pas non plus dire que les travailleuses et les travailleurs font ce qu'ils veulent dans les entreprises de ce secteur. Une concurrence entre entreprises autogérées conduirait à coup sûr à des dérives similaires. Cela signifierait que l'organisation du travail serait de la responsabilité des travailleurs, mais que la finalité de la recherche et de la production serait sous contrôle populaire, par le biais d'une planification démocratique. La population, à travers ses représentantes et ses représentants (mandaté·es révocables et/ou personnes tirées au sort, membres d'associations de malades), déciderait, en concertation avec les travailleurs de l'industrie concernée, des priorités de la recherche et de la production. Une caisse d'investissement financée par la cotisation sociale, sur le modèle de la Sécu, permettrait de dégager cette industrie de la loi du profit⁹. La question de l'utilité de chaque emploi¹⁰, de chaque site de production et de son éventuelle reconversion écologique pourrait ainsi être mise en débat.

NE PAS S'EN TENIR À CETTE FILIÈRE

Mais finalement, ce raisonnement, on peut l'appliquer à toutes les entreprises. Qu'on le veuille ou non, c'est indispensable. Toute l'économie est imbriquée: la pharmaceutique dépend de l'approvisionnement en matières premières¹¹, en machines, de la logistique, etc. Or la socialisation d'une partie de l'économie se solderait nécessairement par des mesures de rétorsion de la part des capitalistes: pénalités de l'Union européenne ou barrières douanières, jusqu'à l'exemple d'un coup d'État comme au Chili en 1973. On pourrait imaginer le patronat des transports refusant de livrer les entreprises socialisées, ou bien celui la chimie refusant de livrer des consommables, en prétextant du désordre causé par la socialisation. Mais cette imbrication est également internationale. Certains médicaments nécessitent une collaboration entre pays, notamment quand un petit nombre de malades est concerné. Il faudra donc pousser à la socialisation au-delà les frontières, et briser la dépendance commune aux intérêts privés.

Ne socialiser qu'une partie de l'économie n'est donc pas réaliste: c'est tout ou rien. Mais dans le contexte d'une pandémie qui a ouvert les yeux à beaucoup de monde, on peut gagner une majorité d'idées sur la nécessité de socialiser le secteur de la santé et de l'industrie pharmaceutique. Un objectif intermédiaire avant d'aller vers la socialisation générale des moyens de production.

9. Sur ce point, et dans ce cadre – socialisation d'un secteur industriel particulier en dehors de la révolution globale de l'économie et de la société que prône l'UCL – nos idées peuvent rejoindre celles de Bernard Friot, «La cotisation, levier d'émancipation», *Le Monde diplomatique*, février 2012.

10. On pense ici aux emplois parasites comme celui de représentant médical.

11. C'est, par exemple, l'approvisionnement insuffisant en réactifs qui limite aujourd'hui la production de tests de dépistage. «Les "réactifs" au cœur du manque de tests», *Libération*, 29 mars 2020.

ÉPHÉMÉRIDE

ÉPHÉMÉRIDE SOCIALE (4 MAI-10 MAI)

4 MAI

INDE. Suite à la prolongation du confinement, le Conseil des affiliés indiens (IAC) représentant les travailleurs des secteurs du bâtiment-construction, des matériaux de construction et de la foresterie dans les principaux États, a élaboré une « charte des revendications » en dix points en défense des travailleurs. Parmi ces points figurent l'abandon de tout projet de modification de la législation du travail du pays sans consulter d'abord les syndicats, des tests gratuits sur les chantiers et dans les campements des travailleurs, la reconnaissance des travailleurs de l'électricité et de l'approvisionnement en eau comme des « guerriers Covid-19 » dignes d'être couverts par des prestations d'assurance et le retour en toute sécurité des migrants internes et externes à leur domicile.

ÉTATS-UNIS. Depuis la mi-avril, le syndicat des conducteurs de bus et de métro (Amalgamated Transit Union) du New Jersey a pris en main le dépistage du coronavirus en installant ses propres sites, sous la forme de « drive-thru ». En partenariat avec un laboratoire d'analyses et avec des équipes médicales, le syndicat permet le dépistage de tous les salariés, contrairement aux directives des entreprises et de l'administration de l'État, qui n'organisent que le dépistage des personnes ayant des symptômes.

MAURICE. Les syndicats CMWEU et CTSP sont venus en aide à 44 travailleurs migrants indiens employés par Swadeshi Pvt Ltd, une entreprise indienne de construction à Maurice. Les syndicats ont déclaré que les travailleurs n'avaient pas reçu leur salaire du mois de mars malgré l'engagement du gouvernement à assumer la moitié du salaire des travailleurs pour garantir la sécurité de leur revenu. Les travailleurs indiens ont déclaré qu'ils n'avaient reçu aucun équipement de protection individuelle (EPI) pour se protéger du Covid-19.

JORDANIE. Bien qu'elles poursuivent leur travail en ligne, les enseignantes des écoles privées en Jordanie ne reçoivent plus leur salaire. La plupart des enseignantes concernées sont des femmes. En Jordanie, tous les établissements d'enseignement, y compris les jardins d'enfants, ont été fermés depuis le 15 mars. Malgré l'engagement des enseignantes à dispenser un enseignement en ligne, leurs employeurs ont refusé de payer leur salaire. La représentante des enseignants des écoles privées, Hadeel Kiswani, a exigé le paiement intégral des salaires et a subi en retour des menaces.

ÉTATS-UNIS. L'université de Bridgeport a supprimé les prestations de soins de santé à au moins dix employés mis en congés en raison de la crise sanitaire. Seth Goldstein, représentant la section locale 153 du Office and Professional Employees International Union, a qualifié cette action de scandaleuse. Goldstein a déclaré que le syndicat déposera une plainte au National Labor Relations Board. Dans un e-mail à Goldstein, Melitha Przygoda, directrice des ressources humaines, a déclaré que la politique de l'université était d'annuler l'assurance maladie pour tous les employés à la fin du mois, car ils n'étaient plus actifs. Par ailleurs, en Californie, des milliers d'infirmières, de médecins et d'autres personnels médicaux ont été licenciés ou mis en congé ou ont subi une baisse de salaire depuis la mi-mars dans les principaux établissements, tels que Stanford Health Care, jusqu'aux petits hôpitaux ruraux en passant par les praticiens privés. Partout dans le pays, les pertes d'emplois dans le secteur des soins de santé viennent au deuxième rang après celles de l'industrie de la restauration, selon les statistiques fédérales du travail. Les soins de santé américains sont une entreprise, et l'économie est simple : moins de patients en raison de la crise sanitaire signifient moins de profit.

AFRIQUE DU SUD. Le syndicat South Africa's Association of Mineworkers and Construction Union (AMCU) a déclaré dimanche qu'il avait remporté un procès contre le gouvernement qui obligera les autorités à imposer des directives strictes aux sociétés minières pour protéger les travailleurs contre le Covid-19. L'Afrique du Sud, le plus grand producteur mondial de minerais de platine, de manganèse et de chrome qui a enregistré 6336 cas de coronavirus, dont 123 sont décédés, laisse ses mines fonctionner à mi-capacité. L'AMCU avait déposé une action en justice pour exiger des normes nationales de sécurité pour les mines, y compris des procédures de désinfection et un niveau minimum d'équipement de protection, avant de retourner au travail. Les travailleurs des mines profondes du Pérou se sont également opposés au retour au travail sans

équipement de protection adéquat. Une telle résistance pourrait également se propager au Chili, au Burkina Faso, aux États-Unis et dans d'autres pays, où les mineurs font des demandes similaires.

FRANCE. Selon une enquête de la CGT menée du 30 mars au 6 avril 2020, les masques manquent pour les personnels des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux en France, privés et publics. 83,19% des salarié·es interrogé·es déclarent manquer de matériel de protection individuelle. Autre fait notable, ce chiffre augmente en fonction de la taille de l'établissement de santé concerné. «Plus l'établissement est important, plus le manque de moyens se fait sentir [...]. 73% des établissements de plus de 1 500 salarié·es manquaient de matériel le 6 avril», constate la CGT.

BIRMANIE. Plus de 60 000 travailleurs à travers le pays ont perdu leur emploi en raison de fermetures d'usines causées par des commandes annulées et l'interruption de l'approvisionnement en matières premières pour cause de pandémie Covid-19.

GRANDE-BRETAGNE. Les trois syndicats ferroviaires britanniques – ASLEF, RMT et TSSA – ont écrit au premier ministre Boris Johnson, à Nicola Sturgeon, au premier ministre d'Écosse, à Mark Drakeford, au premier ministre du Pays de Galles et à Sadiq Khan, le maire de Londres, disant que ce n'est pas le moment de lever l'arrêt des trains. Dans ce courrier, les syndicalistes déclarent qu'il est «totalement inacceptable» de mettre en danger la vie des passagers et du personnel ferroviaire. Ils ajoutent «Nous sommes très préoccupés par les tentatives des opérateurs d'augmenter les niveaux de service [...] et il n'y a pas d'accord sur la manière dont les services peuvent être augmentés, tout en protégeant les travailleurs et les passagers. [...] Nous n'accepterons pas de nouveaux modèles de travail qui mettent en danger la vie des cheminots et des passagers.»

ÉTAT ESPAGNOL. Les professionnels de la culture se mobilisent dans l'État espagnol. Un manifeste, signé par plus de 1 000 travailleurs et travailleuses de ce secteur sur le site Nativa (<https://nativa.cat/2020/04/gent-que-treballa-en-cultura-per-una-renda-basica-universal-i-incondicional/>) demande au gouvernement l'instauration d'un revenu universel de base, la «meilleure politique culturelle possible». «Depuis des années, nous connaissons la précarité, beaucoup d'entre nous n'arrivent pas à 6 000 euros par an», rappelle le texte. Il n'existe pas d'équivalent de statut intermittent dans l'État espagnol et beaucoup de travailleurs de ce secteur sont obligés de travailler sur facture (*autònomos*). Un tel dispositif, selon l'appel, «améliorerait la vie de beaucoup de gens tout en changeant radicalement les pratiques artistiques et culturelles».

5 MAI

AFGHANISTAN. Le Syndicat national des travailleurs et employés d'Afghanistan a déclaré vendredi qu'environ deux millions de travailleurs et d'employés avaient perdu leur emploi en raison de la propagation du coronavirus et des mesures préventives comme les fermetures dans les villes. «La crise politique, les menaces à la sécurité, le verrouillage des villes et la réduction de l'aide internationale nous préoccupent fortement. Nous voulons que tous prêtent attention à la situation et aux problèmes», a déclaré Marouf Qadiri, responsable du Syndicat national des travailleurs.

FRANCE. L'inspection du travail a assigné la société Les Coursiers de Lyon membre du groupe COGEPART, «afin de voir ordonner toutes mesures propres à faire cesser le risque sérieux d'atteinte à l'intégrité physique des travailleurs». Solidaires-Rhône s'est porté intervenant volontaire en soutien aux élus Solidaires du CSE et aux salariés qui emballent et livrent les courses aux clients de Carrefour. Dès le 17 mars, plusieurs salariés avaient fait valoir leur droit de retrait. Les élus avaient déposé un droit d'alerte. La seule réponse de COGEPART avait été de menacer de licenciement les salariés en droit de retrait, contraints, la boule au ventre, de reprendre le travail sans masques, sans gants, sans désinfectant, sans gestes barrières.

FRANCE. Le Syndicat national des journalistes (SNJ) a déposé ce lundi 4 mai un référé-liberté devant le Conseil d'État contre «l'initiative gouvernementale consistant à référencer, sur le site officiel gouvernement.fr, des articles de presse consacrés à l'épidémie de Covid-19.» Le SNJ a demandé le retrait de la rubrique «Désinfox» du site du gouvernement pour atteinte à la liberté de la presse et discrimination. Cette initiative gouvernementale a fait l'objet d'une condamnation quasi unanime de la profession. Le ministre de la culture, Frank Riester, a finalement annoncé, le 5 mai, que cette page était retirée du site gouvernemental.

Cette atteinte à l'indépendance de la presse, sous l'inscription « Information officielle », s'accompagnait d'une discrimination nuisible entre les médias et de choix néfastes au pluralisme : la liste retenue se résumait à cinq grands médias. On n'y trouvait pas les informations contradictoires dénonçant la mauvaise gestion de cette crise sanitaire grave par le gouvernement.

CATALOGNE. Une entreprise catalane privée d'import-export alimentaire (notamment de boissons alcooliques de luxe), sans aucune expérience dans le domaine de la santé, a été choisie par le ministère de la santé de Madrid pour gérer les 263 millions d'euros débloqués pour l'achat de masques, gants et lunettes de protection. Comme le dévoile le site *Crític*, dans un marché de la santé chaotique, Pedro Sánchez choisit de continuer de déléguer des missions de service public au privé.

La presse a rendu publique la liste des 62 contrats d'urgence passés par le gouvernement avec des entreprises privées (1 milliard d'euros), pour la plupart sans aucune expérience sanitaire. On trouve aussi une entreprise de Hong Kong inconnue (Hong Kong Travis Asia Limited), qui a reçu 244 millions pour acheter du matériel sanitaire. Une autre société chinoise a reçu 71 millions pour commander des lunettes de protection. Le gouvernement espagnol a déjà oublié ses déboires avec les 640 000 tests défectueux achetés en Chine en mars.

FRANCE. « Quel drôle de retournement de situation ! Voilà que le virus tueur va peut-être ressusciter ces chaînes du service public – France 4 sur le canal 14 et France Ô en position 19 – vouées à l'extinction hertzienne le 9 août », écrit le SNJ CGT dans un communiqué. En effet, ces chaînes publiques, que le gouvernement avait condamnées, diffusent des programmes scolaires depuis le début du confinement et ce jusqu'au moins le 3 juillet. France Ô, elle, est la seule à relier les Ultramarins avec l'Hexagone. Rappelant l'utilité sociale de ces chaînes, les organisations syndicales de France Télé ont interpellé la présidente, Delphine Ernotte, pour que soit élaboré un projet de développement. L'audiovisuel public montre, lui aussi, son rôle « essentiel » pour maintenir le lien avec tous les publics en temps de crise.

CANADA. Cargill, un important abattoir au sud de l'Alberta a rouvert ses portes deux semaines après avoir cessé temporairement ses activités en raison du Covid-19. Contre la réouverture le syndicat de l'entreprise a organisé une manifestation à proximité de l'abattoir et a distribué des masques avec l'inscription « Safety First » (La sécurité avant tout). Il y a eu plus de 900 diagnostics de Covid-19 et un décès parmi les 2 000 travailleurs de l'abattoir. Le syndicat milite pour le maintien de sa fermeture, car il considère que les conditions de travail en toute sécurité ne sont assurées.

CANADA. Le syndicat SEIU Healthcare des personnels de santé de l'Ontario qui représente plus de 60 000 travailleurs de santé demande des enquêtes publiques et des enquêtes criminelles sur les décès liés aux coronavirus dans les centres de soins de longue durée de l'État. Sharleen Stewart, présidente du syndicat, a déclaré mardi que le syndicat avait envoyé des lettres à la police régionale de Toronto et à Peel, les exhortant à commencer des enquêtes sur la négligence criminelle après la mort de trois travailleurs de santé qui, selon Stewart, étaient évitables. « Ces personnes étaient-elles correctement protégées ? Je ne pense pas qu'ils aient fait tout ce qu'ils pouvaient pour empêcher ces trois morts », a-t-elle déclaré. Le syndicat souhaite également que le bureau du coroner en chef procède à des autopsies.

ÉTATS-UNIS. Les infirmières et autres travailleurs de la santé de première ligne de l'un des plus grands hôpitaux de Denver ont annoncé ce 5 mai avoir fondé un syndicat pour obtenir une meilleure rémunération et de meilleures protections, alors qu'ils continuent de lutter contre la pandémie de coronavirus. « Nous annonçons aujourd'hui la formation de Denver Health Workers United, une voix indépendante pour les agents de santé de première ligne, un syndicat ouvert à tous les employés », ont déclaré les nouveaux syndiqués dans une lettre adressée au PDG de l'hôpital, Robin Wittenstein. « Au milieu de la crise du Covid-19, nous avons vu le besoin urgent d'une organisation qui nous défende. »

6 MAI

IRLANDE. En pleine pandémie, selon le syndicat Irish Nurses and Midwives Organisation (INMO), plus de 10 000 infirmières n'ont pas encore reçu des milliers d'euros de rémunération et d'indemnités qui leur sont

dues depuis mars dernier. Des accords salariaux allant jusqu'à 5 500 euros par an de prime pour environ 30 000 infirmières et sages-femmes ont été conclus en mars dernier après la grève des infirmières début 2019. Seul un petit nombre d'hôpitaux ont mis en œuvre intégralement les accords sur les salaires et indemnités.

INDE. Malgré l'ordonnance du gouvernement de l'État du Gujarat de payer les salaires des travailleurs pendant la période de confinement, les artisans diamantaires de Surat n'ont pas été payés par leurs employeurs, a déclaré le syndicat Diamond Workers Union. «Nous avons déposé des plaintes contre plus de 100 unités diamantifères qui n'ont pas payé de salaire aux artisans», a déclaré Ramesh Jilariya, président du Diamond Workers qui a été arrêté mardi pour avoir annoncé une manifestation contre les diamantaires en cause.

ÉTATS-UNIS. Les responsables syndicaux des casinos de Las Vegas, Atlantic City, La Nouvelle-Orléans et Biloxi ont organisé une vidéoconférence mardi pour appeler tous les travailleurs à subir des tests aux frais des casinos avant de reprendre leur travail. Cet appel intervient alors que les législateurs du New Jersey ont proposé ce qui pourrait facilement représenter des dizaines de millions de dollars d'allègements fiscaux et d'autres aides aux casinos d'Atlantic City, pour les aider à survivre à l'épidémie de virus. Deux des plus grands syndicats de travailleurs de casino du pays, Unite Here et le Culinary Workers Union, ont également établi des protocoles de santé et de sécurité détaillés propres au travail de chaque employé. «J'ai peur de toucher les lits et les serviettes sales et d'attraper le virus et de rendre mes enfants malades», a déclaré Gladis Blanco, une femme de chambre du Bellagio à Las Vegas.

FRANCE. L'appel «La colère des quartiers populaires est légitime» annonce l'organisation d'une «chaîne humaine contre les violences policières dans les quartiers populaires», entre le pont de l'Île-Saint-Denis et Villeneuve-la-Garenne.

CHINE. Li Xunlei, directeur de Zhongtai Securities, souligne dans le rapport «Quel est le taux de chômage réel en Chine?» que les chiffres officiels ne correspondent pas à la situation économique actuelle. Il estime que le taux de chômage en Chine est de 20%, et le nombre de chômeurs pourrait avoir atteint 70 millions. Bien que les chiffres soient en effet difficiles à estimer, des conflits de travail dus à des licenciements ont été fréquemment constatés au cours des deux derniers mois.

FRANCE. Le ministère du travail a refusé la demande de chômage partiel d'Amazon pour six sites durant la fermeture due à la non-conformité de ses installations avec les mesures sanitaires. Les syndicats SUD, CGT, CFDT et FO avaient écrit leur opposition à cette requête jugée «indécente» à Muriel Pénicaud: «Ce dispositif a été mis en place pour venir en aide aux salariés des entreprises dont l'activité est rendue impossible dans la période [...] Amazon a fait le choix de fermer temporairement ses entrepôts depuis le 16 avril, tout en poursuivant son activité depuis ceux européens, pour mieux se soustraire à deux décisions de justice successives.» Le ministère a été contraint cette fois de les suivre, admettant que la fermeture des sites d'Amazon France était due à une décision de justice et pas à une baisse de l'activité (voir notre article dans l'**édition n° 5**, «Livres, Amazon – Des luttes dans le “nouveau monde”»).

NICARAGUA. L'articulation des mouvements sociaux a exigé la libération de tous les prisonniers du Nicaragua en ces temps d'épidémie, que le gouvernement Ortega-Murillo continue de nier. Sous le titre #Nos faltan70 (#Il nous manque 70 [prisonniers]), une affiche de l'Unité bleu et blanc, coalition à laquelle participent les mouvements sociaux, reprend une lettre des détenu.es: «Nous, les prisonniers de droit commun, comme les politiques, souffrons de toux, fièvre, mal de gorge, pas de médicaments ici...» Le gouvernement continue de séquestrer et d'emprisonner. La Commission des droits humains (Cenidh) recensait 76 détenus pour des motifs politiques fin mars: «Ils sont dans de petites cellules, exposés non seulement à l'injustice et aux tortures mais aussi à la contamination et à la mort.» L'Union européenne vient par ailleurs d'adopter des sanctions contre des fonctionnaires sandinistes accusés de violations des droits humains, un nouveau revers pour Ortega.

MAURITANIE. Les employés de Tasiast Mauritanie Limited (TMSA), filiale de la multinationale aurifère canadienne Kinross, ont entamé une grève mardi. «Un mouvement largement suivi qui paralyse l'essentiel des activités de l'entreprise», selon la Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM). Les employés en grève réclament «un bonus et une compensation liée au confinement». En effet, les employés

sur le site travaillent pendant 12 heures sept jours sur sept sans compensation. L'entreprise a proposé un montant dérisoire de 8 000 MRU refusé par les salariés.

AMÉRIQUE LATINE. Les violences faites aux femmes explosent depuis le début de la pandémie. Selon le site de la revue *Americas Quaterly*, l'Argentine a recensé une hausse de 25% des violences domestiques depuis le début du confinement; au Mexique, la hausse est de 60%, les foyers pour femmes battues voyant leur population multipliée par deux; au Chili, le week-end du 27-29 mars (premier confiné) a enregistré, par rapport au précédent, une hausse de 70% des appels de femmes battues. En Colombie, les violences domestiques ont augmenté de 79% depuis le début des mesures d'isolement; au Pérou, après 23 jours d'état d'urgence, la ligne rouge contre les violences a reçu 360 appels par jour, 27 concernant des enfants.

HONDURAS. Le 16 mars, sous prétexte de combattre le Covid-19, le gouvernement du très autoritaire Juan Orlando Hernández a suspendu certaines libertés (droit de circuler, inviolabilité du domicile), mettant des bâtons dans les roues des organisations de droits humains, empêchées de se déplacer librement. Celles-ci ont saisi le Conseil national de protection, qui a confirmé le refus de leur donner des laissez-passer. Elles ont des difficultés pour se rendre sur le terrain constater, par exemple, comment la police profite du couvre-feu, dans le département de Paraíso, pour torturer durant vingt-quatre heures les détenus. Ou encore soutenir des organisations LGTB privées d'aide alimentaire d'urgence car elles ne sont pas, selon les autorités, des «populations prioritaires».

ÉTATS-UNIS. L'Amalgamated Transit Union, qui revendique 200 000 membres dans les personnels des transports aux États-Unis et au Canada, déclare qu'un millier d'entre eux ont été contaminés et qu'une quarantaine sont morts.

CATALOGNE. Les travailleurs et travailleuses de Nissan dans la zone franche de Montcada i Reixac, près de Barcelone, ont entamé une grève illimitée et massivement suivie, le 4 mai, jour où la multinationale avait prévu de reprendre partiellement la production. CCOO, UGT, USOC et CGT considèrent que plus de 3 000 emplois directs et 20 000 emplois indirects sont menacés. En principe, ce 4 mai ne devait redémarrer dans l'usine de Montcada i Reixac que la ligne d'assemblage des vans pick-up pour satisfaire une commande pour Mercedes (un travail «essentiel», à n'en pas douter!), ce qui supposait le retour à leurs postes de 30% des salarié-es, le reste de l'effectif demeurant en chômage partiel (ERTE). Mais la grève a arrêté toute production. À la suite de ce mouvement, Nissan a annoncé le 6 mai suspendre toute production en zone franche faute de pièces.

7 MAI

ÉTATS-UNIS. La plus grande société hospitalière d'Amérique, HCA Healthcare (184 établissements aux États-Unis et au Royaume-Uni) utilise la pandémie de coronavirus pour retarder et saper les élections syndicales de 1 600 infirmières en Caroline du Nord. Elle a embauché des intervenants antisyndicaux à 400 \$ l'heure pour organiser des réunions à l'hôpital Mission d'Asheville, exhortant à ne pas adhérer à un syndicat. Mais 70% des infirmières se sont déclarées favorables au syndicat. Seuls 37 des 184 hôpitaux de HCA sont syndiqués. Alors que la société devrait empocher 4,7 milliards de dollars en prestations de soins, le nombre de cas de coronavirus en Caroline du Nord ne cesse d'augmenter, et les infirmières expliquent qu'elles ont dû se battre pour obtenir un équipement de protection individuelle de base.

AFRIQUE DU SUD. Les urgentistes à Khayelitsha ont recours à des draps en plastique, du ruban adhésif et des couvre-lits pour se protéger pendant le transport des patients. Le 5 mai, la province du Cap occidental avait enregistré 2 610 cas de Covid-19. Nomveliso Matiwane, délégué syndical du Syndicat national de la fonction publique et des travailleurs assimilés, a déclaré que les ambulanciers paramédicaux ne se sentaient pas en sécurité. Samedi, une trentaine d'urgentistes se sont mis en grève, exigeant un équipement de protection individuelle adéquat. Le groupe a repris le travail lundi après avoir rencontré la direction pour négocier leurs revendications.

ZIMBABWE. Le Congrès des syndicats du Zimbabwe (ZCTU) a appelé les travailleurs à cesser immédiatement de se présenter au travail jusqu'à ce que leurs lieux de travail aient les conditions requises pour lutter contre

la propagation du Covid-19. La plupart des entreprises ont repris leurs activités lundi après l'assouplissement des restrictions de confinement annoncé vendredi dernier par le président Emmerson Mnangagwa. Dans un communiqué, le secrétaire général du ZCTU, Japhet Moyo, a déclaré que les travailleurs étaient exposés à des risques élevés de contagion par le Covid-19 en raison de l'annulation des obligations de sécurité de niveau 2 du confinement national.

TCHAD. Selon Younouss Mahadjir, le président du Syndicat des travailleurs de la santé, les autorités sanitaires semblent être dépassées par la situation. «Le Covid-19 a surpris tout le monde et particulièrement des pays comme le nôtre où le désordre est organisé jusqu'au sommet de l'État. Les gens ne s'y retrouvent pas. Nous avons fait des plaidoyers auprès du ministre de la santé mais personne ne nous a répondu. Finalement, nous sommes arrivés au stade où il y a une multitude de travailleurs qui sont testés positifs, il y a même des morts parmi le personnel. Ça devient grave».

FRANCE. La CGT des hôpitaux de Nice dénonce les contrats «spécial Covid» mis en place par le CHU pour les «bonnes volontés». Le syndicat menace d'arrêter le travail si la direction ne s'engage pas à les requalifier dans la journée en CDD réglementaires à temps plein, à la date de recrutement, avec rattrapage de salaires. Ces contrats concernent essentiellement aides-soignants et agents de service, recrutés dans le cadre du plan blanc et de la mobilisation générale décrétée par le gouvernement pour faire face à la crise sanitaire.

GRANDE-BRETAGNE. À propos des taux de mortalité Covid-19 disproportionnellement élevés dans la population noire, la secrétaire générale adjointe d'UNISON, Christina McAnea, a déclaré: «À maintes reprises, nous avons vu comment les personnes issues des communautés noires et des minorités ethniques (BAME) souffrent de problèmes de santé causés par les handicaps sociaux et la pauvreté, ce qui pourrait les rendre plus vulnérables. Il est grand temps de s'attaquer aux causes de ces problèmes sociaux.» Le syndicat UNISON revendique 1,3 million de membres dans le secteur public.

SWAZILAND. Plus de 18000 travailleurs et travailleuses du secteur du textile d'Eswatini n'ont plus été payés depuis l'annonce du confinement. Thandi, qui travaille dans l'industrie du vêtement chez Fashion International à Matsapha, accuse: «La faim nous tuera avant que le coronavirus ne nous atteigne. Nous avons besoin de nos salaires, car nous ne pouvons même pas acheter du sel. Nous peinons à payer nos loyers. Pourquoi l'employeur ne nous paie-t-il pas alors qu'il a l'argent pour le faire?» Le Syndicat général du Swaziland (ATUSWA) exige que les travailleurs soient payés par le Fonds de prévoyance auquel ils contribuent. «Nous faisons campagne pour que les employeurs versent un salaire vital aux travailleurs. [...] Le Fonds de prévoyance national d'Eswatini peut être utilisé pour payer un salaire d'au moins 1400 emalangenani (76 dollars), mais notre objectif à long terme est de dépasser 3500 emalangenani (190 dollars)».

ÉTAT ESPAGNOL. La plate-forme #PlandeChocSocial a lancé la campagne «Je peins un cœur en vert», pour exiger que l'État revienne sur les économies budgétaires et les privatisations de ces dernières années, qui ont placé le pays bien en dessous des moyennes européennes de dépenses sociales et qui expliquent l'ampleur de la crise sanitaire. Ce regroupement rassemble plus de 400 organisations sociales, des associations professionnelles, des personnalités, des travailleurs des secteurs dits «essentiels» (santé, nettoyage transports, etc.), des agriculteurs et des petits commerçants. Un appel est lancé à la population pour que des cœurs verts soient accrochés aux balcons ou sur les lieux de travail

GRANDE-BRETAGNE. Campagne «Pas de sécurité sur les lieux de travail, pas de retour au travail», organisée par divers groupes: People Before Profit, Shut the Sites et des syndicats locaux.

MELILLA. Cent Tunisiens menacés d'expulsion ont entamé une grève de la faim dans un centre de rétention. Ils sont soutenus par 120 associations d'aide aux migrants et des droits humains qui ont lancé un appel demandant «l'arrêt du processus de déportation» de 600 Tunisiens, et leur transfert de Melilla vers la péninsule. Le ministre de l'intérieur espagnol, Fernando Grande Marlaska, claironnait, le 26 mars, que l'arrêt d'expulsion était prêt. Il prétendait alléger le surpeuplement du Ceti (le centre de séjour temporaire de migrants), où s'entassaient 1700 personnes (le double de sa capacité d'accueil), dont 200 enfants. La situation sanitaire en période de Covid-19 y est très précaire (voir notre [Éphéméride du 1^{er} avril](#)).

8 MAI

CAMBODGE. Pum Sokunthy, responsable du syndicat de l'Union du mouvement de travailleurs, a annoncé que You Li International Garment Co Ltd suspendait du 1^{er} mai au 30 juin ses activités, car les commandes de vêtements se tarissent. «Ses 2 000 travailleurs recevront une compensation du gouvernement et de l'entreprise. En attendant, ils seront confrontés à des difficultés alors qu'ils tentent de se débrouiller au jour le jour», a expliqué M. Sokunthy. Le 1^{er} mai, une coalition syndicale représentant plus de 100 000 travailleurs de huit secteurs, ont envoyé une pétition au premier ministre Hun Sen pour demander une garantie de paiement d'indemnités et d'autres avantages pour tous les travailleurs victimes des arrêts d'activité qui sont de plus en plus nombreux dans le textile.

ÉTATS-UNIS. Les infirmières de l'État de l'Illinois crient victoire suite à la signature d'une nouvelle convention collective. Elles avaient menacé grève ce vendredi. La convention de deux ans couvre les 10 000 membres de SEIU Healthcare Illinois qui travaillent dans 100 maisons de soins infirmiers dans tout l'État. L'accord prévoit un salaire de base d'au moins 15 \$ par heure pour toutes les employées, un congé de maladie prolongé et un salaire supplémentaire de 2 \$ par heure pour travailler pendant la durée de la pandémie, ont déclaré des responsables syndicaux. L'accord comprend également une disposition selon laquelle les employées ne doivent pas travailler sans équipement de protection suffisant. Lavern Johnson, une blanchisseuse de 65 ans au Wentworth Rehabilitation and Health Care Center de Chicago, a déclaré qu'elle était heureuse que l'accord lui permette de prendre bientôt sa retraite.

INDONÉSIE. La Confédération des syndicats indonésiens (KSPI) s'est prononcée contre une circulaire publiée par le ministère du travail qui permettrait aux employeurs de réduire les primes de vacances (THR). Le président de KSPI, Said Iqbal, a déclaré que la circulaire violait la loi qui stipule que chaque employeur est obligé d'accorder une prime de vacances aux employés qui travaillent dans l'entreprise depuis plus d'un an.

FRANCE. Le tribunal judiciaire du Havre a condamné jeudi en référé Renault à suspendre la reprise de la production à Sandouville (Seine-Maritime) en raison de mesures de protections insuffisantes face au Covid-19. Le syndicat CGT de l'usine, qui aurait souhaité attendre le déconfinement total, a obtenu ce jeudi 7 mai le report du démarrage du site, estimant que la sécurité des salariés n'était pas assurée. Le tribunal condamne aussi Renault à mettre «en œuvre des actions de prévention ainsi que des méthodes de travail et de production garantissant un meilleur niveau de protection de la santé et de la sécurité des travailleurs». Pour Gérard Le Corre de la CGT de Seine-Maritime, «cette décision constitue un point d'appui important pour les équipes syndicales de milliers d'usines ou d'entreprises où l'activité reprend sans consulter correctement les représentants du personnel et sans prendre toutes les mesures de prévention nécessaires». Laurent Berger secrétaire général de la CFDT juge ce recours et la décision «irresponsables». La fédération FO de la métallurgie parle de «prise d'otages par la CGT et la justice».

INDE. Le gouvernement de l'Uttar Pradesh a décidé d'une ordonnance exemptant les entreprises de la quasi-totalité des lois du travail pour les trois prochaines années, dans le but «de fournir un coup de fouet aux investissements touchés par le coronavirus dans l'État».

FRANCE. Des organisations syndicales vont se mobiliser et manifester lundi 11 mai 2020 à Toulouse, pour le premier jour du déconfinement, afin de réclamer des moyens pour l'hôpital public. Elles considèrent que «ni le gouvernement, ni la direction du CHU de Toulouse n'ont l'intention de satisfaire» leurs revendications. Les syndicats CGT et SUD des différents établissements hospitaliers de la ville rose vont battre le pavé, lundi 11 mai 2020, premier jour du déconfinement, à 14 heures. À Saint-Nazaire, la Maison du peuple des Gilets jaunes donne rendez-vous devant l'hôpital de Saint-Nazaire le 11 mai à 19 heures, car «après s'être fait gazer pendant des mois, alors que le personnel hospitalier réclamait des moyens et des conditions décentes pour l'exercice de leurs professions [...] soyons solidaires avec le personnel de santé, exposé pendant le confinement, exigeons la reconstruction des services publics pour les usager·es et la reconnaissance du travail effectué.»

SWAZILAND. Le Swaziland Democratic Nurses Union (Swadnu) a déclaré son intention de traduire le gouvernement Eswatini en justice pour négligence grave. Le syndicat des infirmières a consulté ses avocats et

a l'intention de déposer une demande urgente pour qu'un tribunal ordonne au gouvernement de fournir un équipement de protection individuelle (EPI) adéquat à tous les travailleurs de la santé. Une infirmière de l'hôpital Raleigh Fitkin Memorial a été testée positive pour Covid-19 et dix autres infirmières ont été placées en isolement. La présidente de Swadnu, Mamba, a déclaré que l'infirmière infectée n'aurait pas contracté le virus si les ministres avaient accepté les conseils professionnels de santé qui leur avaient été fournis.

FRANCE. La CGT de l'hôpital de l'Aigle (Orne) dénonce «une pénurie de linge et de tenues», qui dure depuis des mois mais pose désormais «un problème d'hygiène fondamental». La direction a annoncé le 1^{er} avril avoir passé commande avant de se rétracter le 22: «Aucune commande n'est passée et ne sera passée avant juin 2020.» Le syndicat CGT a calculé que le besoin est de 650 draps à commander en urgence, «pour un montant d'environ 3 000 euros».

GRÈCE. Manifestation des intermittents du spectacle rassemblés devant le Parlement sous des banderoles proclamant: «La civilisation est sauvée lorsque les gens sont sauvés», «Nous ne sommes pas des mendiants, nous avons des droits», «La culture ne peut pas être réduite au silence», «Droit au travail», «L'art n'est pas mort».

ÉTAT ESPAGNOL. Après les locataires, qui ont lancé un appel à la grève des loyers, les propriétaires de logements endettés ne veulent plus payer d'impossibles crédits. Plus de 200 000 foyers qui avaient contracté un crédit logement demandent aux banques de suspendre les paiements pour cause de coronavirus. Cela équivaldrait à 20 milliards d'euros. L'établissement bancaire le plus touché serait CaixaBank, cette banque renflouée par l'État lors de la crise des subprimes et qui vient d'ouvrir des succursales dans le paradis fiscal luxembourgeois afin d'accueillir des riches évadés fiscaux espagnols (voir Éphéméride du 13 avril). Un mouvement semblable est lancé dans les crédits à consommation, un secteur de vautours en pleine croissance ces dernières années (les foyers espagnols sont endettés à hauteur de 95 milliards).

ÉTAT ESPAGNOL. Le porte-parole du mouvement de soutien aux migrants @RegularizaciònYa («Régularisation maintenant»), Serigne Mamadou, a répondu de nouveau à la campagne raciste de Vox sur les «Espagnols d'abord». Mamadou lance à Santiago Abascal, le leader de Vox: «Les Espagnols d'abord! Et où es-tu? Le premier Espagnol, c'est moi, je suis dans les champs, au boulot. Vous, vous êtes le dernier des Espagnols, tout ce que vous savez faire, c'est apprendre aux jeunes à être racistes, à s'entretuer, à tuer des migrants.» Mamadou a passé le pic de l'épidémie sur les champs à Huelva et part rejoindre Lleida pour la récolte de fruits: «C'est compliqué de voyager en ce moment. Nous ne savons pas si les mairies vont nous loger. Nous finissons souvent à la rue... [...] Nous travaillons 12 heures pour 25 euros...» En janvier, Serigne Mamadou, immigrant et sévillan, témoignait de sa vie sur les champs et répondait déjà aux campagnes racistes de Vox (www.facebook.com/watch/?v=2301704213446661).

9 MAI

FRANCE. La fédération SUD-Rail appelle les cheminot·es à ne pas participer aux opérations de contrôle du port du masque obligatoire et de verbalisation pour se concentrer sur la gestion des flux de voyageurs dans les gares et dans les trains en préservant leur sécurité avant tout. Le syndicat déclare: «C'est à l'Etat et au patronat de fournir gratuitement les protections pour les transports! Les usagers des transports, majoritairement des salarié·es qui se rendent à leur travail, n'ont pas à supporter le coût des masques... Les plus précaires, déjà fortement impacté·es, les salarié·es qui n'ont pas d'autre choix que de se rendre sur leur lieu de travail, ne doivent pas supporter le coût de leur sécurité.»

États-Unis. Vendredi, le plus important syndicat représentant les travailleurs américains de conditionnement de viande, le TUAC, a déclaré qu'il s'opposait à la réouverture des usines, car l'administration Trump n'avait pas garanti la sécurité des travailleurs. Le 28 avril, le président Donald Trump a invoqué la loi de 1950 sur la production de défense pour obliger les usines de ce secteur à rester ouvertes. «La précipitation d'aujourd'hui par l'administration Trump pour rouvrir quatorze usines de conditionnement de viande sans les améliorations urgentes de sécurité nécessaires est une décision imprudente qui mettra des vies américaines

en danger et mettra en danger la sécurité à long terme de l’approvisionnement alimentaire de notre nation», a déclaré Marc Perrone, président du TUAC, dans un communiqué.

FRANCE. Solidaires-Isère lance une grande collecte de témoignages visant à relever les manquements en terme de santé et de sécurité au travail pour les salarié·es tous secteurs et métiers confondus, du public ou du privé, qui seraient contraint·es d’aller travailler pendant la pandémie. Cette enquête s’adresse à tous et à toutes les travailleurs et travailleuses qu’ils soient fonctionnaires, en CDI, CDD, intérimaires, saisonniers, stagiaires, auto-entrepreneurs... Les modalités de dépôt des témoignages sont proposées sur le site du syndicat.

FRANCE. La section syndicale SUD-Santé Sociaux de l’hôpital Le Mas Careiron, à Uzès (Gard), publie des témoignages du personnel. Un exemple avec cet extrait : «La pédopsychiatrie, [c’est] l’accueil des enfants dans un lieu de soins où il est question entre autres de prendre en compte les troubles de l’enfant ou de l’adolescent, qui peuvent être divers, et l’ensemble de la dynamique familiale. [...] Je m’interroge sur la position de l’hôpital qui d’emblée a arbitrairement, dès l’annonce de la fermeture des hôpitaux de jour pour enfants, déployé son personnel dans les services d’hospitalisation complètes auprès des adultes sans se préoccuper de l’avis des médecins responsables des unités de pédopsychiatrie et encore moins des conséquences sur les enfants qui alors se retrouvaient sans soins. Nous avons eu le sentiment que notre travail n’avait plus raison d’être alors que les angoisses que pouvaient provoquer cette crise sanitaire risquaient de mettre en danger les familles et les enfants que nous suivons. “Déconfis” par une attitude aussi peu respectueuse de notre travail et des familles suivies, nous nous sommes sentis très mal considérés et mis en danger par une institution qui n’hésitait pas à nous exposer dans des structures adultes méconnues de chacun·e d’entre nous et sans vérifier notre état de santé. À ce sujet, plusieurs personnes ont été consulter leur médecin car elles présentaient une partie des symptômes repérés et une présente une maladie à risque. D’autres ont dû être testées par la suite ayant été en contact avec des personnes contaminées. Bref à aucun moment nous n’avons eu le sentiment que l’institution a pris soin de son personnel! Et par ricochet des patients!»

ÉTATS-UNIS. Dans le Missouri et en Louisiane, les prisonniers sont «payés» entre 0,30 et 0,71 dollar de l’heure pour fabriquer des équipements de protection. Selon une loi fédérale, les prisonniers sont exclus de la réglementation du travail.

CATALOGNE. Des péages de l’autoroute A-7, qui va de la Catalogne jusqu’à Gibraltar, ont été brûlés dans la province de Barcelone, durant la nuit du 6 au 7 mai. L’organisation de jeunesse indépendantiste Arran, liée à la CUP, a posté une vidéo sur son compte Twitter. Arran dénonce la société Abertis (dont le groupe Benetton est coactionnaire), qui a demandé, pour se dédommager de la crise du Covid, que sa concession sur les péages soit prolongée au-delà de la date du contrat qui la lie à l’État, août 2021. «Abertis veut faire des affaires durant la pandémie #Covid19. Les autoroutes sont plus que rentabilisées. C’est à Abertis de payer la crise», a tweeté Arran (https://twitter.com/Arran_joyent/status/1258280554400792579).

ÉTAT ESPAGNOL. La Plate-forme pour une fiscalité, environnementale et solidaire juste, qui regroupe Attac Catalogne, Oxfam, les CCOO et UGT Catalogne, le syndicat des techniciens des Impôts, Gestha, et des associations, a présenté un paquet de 15 mesures intitulé «Sauvetage fiscal». Parmi les mesures d’urgence, il propose l’instauration d’un «revenu garanti» et d’une «taxe Covid» sur les patrimoines supérieurs à un million d’euros.

10 MAI

BANGLADESH. Environ 10 000 familles de salarié·es d’entreprises traitant la fibre de jute à Khulna, meurent de faim parce qu’elles n’ont pas eu de travail depuis environ deux mois en raison du Covid-19. L’exportation de jute brut vers la Chine a été arrêtée depuis décembre dernier en raison de l’épidémie. Les exportations vers l’Inde, le Pakistan et le Vietnam ont également été interrompues pendant environ un mois. Pour Abdul Kader Master, secrétaire général du Syndicat des travailleurs de Daulatpur Jute Belling : «Environ 10 000 travailleurs vivent dans la précarité. Ils n’ont reçu une aide gouvernementale qu’une seule fois au cours des un mois et demi. Les propriétaires de l’entreprise ne leur fournissent aucune assistance.»

GRANDE-BRETAGNE. Dans une déclaration, les quatre plus importants syndicats, Unison, Unite, GMB et

Usdaw, ont déclaré que beaucoup de leurs membres ont déjà perdu la vie «transportant des personnes et des marchandises, protégeant le public et s'occupant des personnes vulnérables». Les syndicats estiment que la santé et la sécurité doivent être améliorées dans tous les lieux de travail. Les dirigeants des syndicats insistent sur le fait que tous les employeurs doivent procéder à des évaluations des risques et publier les mesures qu'ils prennent pour créer un environnement sûr pour leur personnel. Ils demandent également d'introduire des sanctions contre les employeurs qui ne le feraient pas en déployant des inspections de santé et de sécurité.

INDE. Trois syndicats d'employés d'Air India, Air India Aircraft Engineers' Association (AIEA), All India Service Engineers Association et Indian Pilots Guild se sont rendus jeudi au tribunal de grande instance de Bombay pour contester la baisse de 10% de leur salaire à cause de l'impact de la pandémie de coronavirus. Leur plainte explique : «Il s'agit d'une violation flagrante des directives émises par le gouvernement de l'Inde, en particulier de l'arrêté du gouvernement du 29 mars 2020, interdisant aux employeurs de procéder à des réductions de salaire pendant la pandémie de Covid-19 et le confinement, que les établissements soient opérationnels ou non.»

**CONFINEES
VENER
ON RESTE
DETER**

DOCUMENTS

ITALIE

ADMINISTRATIONS LOCALES ET COLLECTIVITÉS TERRITORIALES : REPRENONS LA CAISSE !

MARCO BERSANI¹

L'épidémie due au Covid-19 contraint à mettre en question le paradigme de la recherche d'une croissance économique folle, reposant entièrement sur la vitesse des flux de marchandises, de personnes et de capitaux et sur l'hyperconnexion des systèmes financiers, productifs et sociaux qui en découle. Car ce sont là précisément les canaux qui ont permis au virus de transporter son action contaminatrice à travers toute la planète avec une rapidité jamais vue auparavant, en voyageant dans le corps de cadres dirigeants, de directeurs généraux d'entreprises, de techniciens hyperspécialisés, comme dans celui de travailleurs des secteurs du transport et de la logistique, ainsi que de touristes.

Repenser l'organisation de la société implique la relocalisation des activités productives à partir des collectivités territoriales, qui devront constituer le point d'appui d'une nouvelle économie de transformation, orientée dans un sens écologique et social. De même, les communes et les villes seront les lieux de l'intérieur desquels il faudra penser le nouveau modèle social et démocratique.

La condition préalable pour s'engager enfin dans cette voie est de libérer les unes et les autres de la cage de la dette et des contraintes financières qui, au cours des dernières décennies, ont empêché le maintien de leur fonction publique et sociale historique.

Nous sommes placés devant une bifurcation sans précédent: la voie suivie jusqu'ici mène tout droit au défaut de paiement pour toutes les administrations locales et à la spoliation définitive des collectivités territoriales de leur richesse sociale, constituée d'un territoire, d'un patrimoine public, de biens communs et de services; l'autre voie est la réappropriation sociale de tout ce qui nous appartient et la mise en œuvre d'une réelle démocratie participative de proximité.

C'est la première de ces deux voies qu'entend prendre la commune de Florence, dont le maire a annoncé récemment être prêt à mener «tout type de bataille pour sauver la ville de la misère», en précisant qu'il avait l'intention d'endetter les caisses municipales en «mettant sous caution le patrimoine immobilier de la commune». Ce qui est sauvé après qu'on a confié aux banques les musées, écoles, marchés, théâtres, installations sportives, sièges des administrations et des institutions politiques, il est facile de le deviner: rien.

NAPLES A ADOPTÉ RÉCEMMENT UNE RÉSOLUTION PAR LAQUELLE ELLE BRISE LA CAGE DE LA DETTE

C'est dans l'autre voie que s'est résolument engagée la ville de Naples, qui a adopté récemment une résolution par laquelle elle brise la cage de la dette et revendique un nouveau rôle central pour l'administration locale, après des décennies de politiques libérales et d'austérité.

Fruit d'un parcours participatif, et en premier lieu du Conseil public pour l'audit de la dette, la résolution établit quelques éléments essentiels:

a) elle efface les dettes produites par des décennies de mise sous administration contrôlée, en les portant à la charge de l'État, qui avait décidé de ces mesures;

1. Marco Bersani est directeur municipal de services sociaux et conseiller psychopédagogique pour les coopératives sociales et membre d'Attac Italie.

b) elle demande l'application intégrale de la loi de finances 2020, qui, à l'article 39, prévoit la prise en charge par l'État de tous les emprunts contractés auprès de la Caisse des dépôts et des prêts, afin d'en réduire radicalement les taux d'intérêt;

c) elle revendique la possibilité pour les communes – comme elle a été accordée aux entreprises – d'accéder durant toute la période de l'état d'urgence sanitaire à des prêts de la Caisse des dépôts et des prêts à taux nul;

d) elle s'engage à annuler toutes les dettes découlant de la signature de contrats dérivés;

e) elle demande pour les communes également, par analogie avec ce qui a été fait pour les États, la suspension du Pacte de stabilité et de l'obligation d'équilibre budgétaire;

f) enfin, elle réclame la création d'un Fonds national de solidarité communale, qui garantisse à toutes les communes les ressources nécessaires pour prendre des mesures d'urgence économique et sociale et pour assurer le redémarrage des collectivités locales.

Le désaccord emblématique entre ces deux villes importantes met en évidence le conflit en cours, qui, en fonction de la voie qui sera prise dans la phase d'urgence actuelle, définira l'horizon de toutes les collectivités locales administrées: solitude dans la concurrence et expropriation autoritaire ou solidarité dans la coopération et auto-gouvernement participatif.

Pour surmonter ce conflit, la mobilisation des collectivités locales dans deux directions précises sera décisive :

- la reconfiguration de la finance locale, donnant la priorité à l'équilibre du budget social, écologique et de genre, en exigeant des ressources incompressibles pour la réalisation de celui-ci;

- la socialisation de la Caisse des dépôts et des prêts, laquelle, avec ses 250 milliards d'économies provenant des citoyens, peut devenir le levier financier, grâce à des taux allégés, de tous les projets de réappropriation sociale des biens communs et de construction d'une nouvelle économie territoriale, orientée dans un sens écologique et le social.

Pour lutter sur l'un et l'autre de ces deux fronts, Attac-Italie a élaboré depuis longtemps deux propositions de loi d'initiative populaire (on peut les trouver ici: www.attac-italia.org/riprendiamoci-il-comune-2/), qui sont actuellement discutées par des réseaux, mouvements et comités et pourraient devenir une campagne collective à l'automne prochain, quand les rues et les places pourront à nouveau être l'espace public de la rencontre; la mobilisation devra alors être déterminée et capillaire, pour éviter que l'on retombe dans un modèle qui, après avoir soustrait droits et richesse collective, n'a pas été capable de garantir la moindre protection.

De ce point de vue, il devient impératif de ne pas laisser la prise de position de la ville de Naples rester un cas isolé. Il faut au contraire qu'elle devienne la première de centaines de résolutions analogues, qui rendent évidente la volonté des collectivités territoriales de reprendre leur destin en main. Sur ce point aussi, Attac-Italie a élaboré un texte.

Il faut aller dans le sens du droit à l'avenir de toutes et tous et refuser toute expropriation de droits au profit des intérêts du petit nombre – qui se compose d'ailleurs toujours des mêmes, tous bien connus.

TRADUCTION : SYLVIE HEROLD POUR LE CADTM, WWW.CADTM.ORG

SOURCE : WWW.ATTAC-ITALIA.ORG

FRANCE ZONES À DÉFENDRE ET ZONES D'AUTONOMIE DÉFINITIVE PARTOUT !

LAISSE BÉTON

« On arrête tout et on réfléchit.
On nous dit : Le bonheur c'est le progrès, faites un pas en avant.
Et c'est le progrès... Mais ce n'est jamais le bonheur.
Alors si on faisait un pas de côté ! Si on essayait autre chose !
Si on faisait un pas de côté, on verrait ce qu'on ne voit jamais. »
(L'An 01)

Le 27 janvier 2020, des collectifs, des associations écologistes et des zones à défendre (ZAD) signaient une tribune qui, en réponse au plan de relance industrielle « Choose France », appelait à des luttes locales et coordonnées contre les projets industriels destructeurs, inutiles et imposés. Le 29 février, à Nantes, à l'appel du collectif Laisse béton, dont le but est d'aider à coordonner les différentes luttes du Grand Ouest contre ce genre de projets, plus de 2000 personnes confluaient pour inviter le grand public à les rejoindre. Fin mars, un rassemblement interluttes était prévu au Village de la Loire, ZAD en lutte contre le projet de contournement est d'Orléans, pour poursuivre le mouvement, renforcer les liens entre les luttes locales et préparer une descente de Loire communaliste et antinucléaire.

Depuis, le monde est bouleversé par une pandémie mondiale dont les industries du capitalisme néolibéral sont la cause principale¹. La stratégie du choc² est bien celle qui a été choisie pour maintenir l'ordre économique en place. L'inutile mise en scène d'une politique militariste de confinement généralisé, instaurée dans la plupart des pays occidentaux, n'aurait pas eu lieu d'être si d'autres moyens avaient été pris en amont³ ou si les services publics n'avaient pas été démantelés ces dernières décennies. Ils ont laissé la pandémie s'installer au moment où de multiples soulèvements à l'échelle mondiale étaient en cours, justifiant ainsi des élans sécuritaires et nationalistes.

Le 8 avril, en plein confinement, malgré l'injonction « Restez chez vous », un violent dispositif répressif est mobilisé pour évacuer la ZAD de la Dune, à Brétignolles-sur-Mer, montrant que le peuple et sa santé mentale comme physique ne comptent pas dans la stratégie du gouvernement et de ses puissants alliés⁴.

Nous pouvons donc encore une fois constater l'incompétence d'un pouvoir centralisé ainsi que les risques qu'il nous fait courir. Par conséquent, il est urgent de continuer à s'informer et à informer les autres sur ce qu'il se passe, de réfléchir et de montrer l'importance de sortir de ce libéralisme autoritaire, en allant vers des formes d'autonomies collectives. Nous devons toutes et tous prendre du recul sur nos vies et nous radicaliser.

L'URGENCE DE LIBÉRER DES ESPACES DE L'EMPRISE CAPITALISTE

LES ZONES À DÉFENDRE

Le coup d'État pandémique en cours prépare de multiples projets industriels inutiles, imposés et

1. Comme l'explique l'article du *Monde diplomatique*, mars 2020.

2. Voir l'article wikipédia sur la stratégie du choc qui présente bien les idées de Naomi Klein.

3. <https://lvsl.fr/pourquoi-la-crise-du-coronavirus-impose-de-faire-le-proces-de-lunion-europeenne/>.

4. Comme le dénonce l'article de Reporterre, 9 avril, <https://reporterre.net/Evacuation-de-la-Zad>.

destructeurs pour relancer l'économie à marche forcée après le confinement⁵. Alors préparons-nous à créer, rejoindre ou soutenir des Zones à défendre et à les relier pour résister à la violence de l'attaque.

La stratégie des Zones à défendre (ZAD) sera plus pertinente que jamais. Elle associe la diversité des pratiques dans la stratégie de lutte, la vie en collectivité, la solidarité ainsi que l'expérimentation de pratiques d'autonomie (cueillette, jardinage, soin des forêts, construction de cabanes, de yourtes, de fours à pain, cuisine collective, conserverie, technologies douces, réparation en tous genres, médecine naturelle, transmission de savoirs et savoir-faire divers et variés...). Elle seule permettra de résister à la violence de l'offensive industrielle et autoritaire qui se prépare pour l'après-confinement.

Le zadisme est à la fois un art de vivre et une forme de militantisme de terrain. Tenir une zone à défendre implique de tisser des liens de confiance sur un territoire, pour comprendre finement les rapports de force existants entre les barons locaux et les habitant·es, afin de s'y insérer pour y amplifier les dynamiques de résistance. Cela implique de l'intelligence collective, de la diplomatie, des blocages, du sabotage, de la stratégie médiatique et juridique, des compromis et des alliances de circonstance pour défendre des terres, des rivières... Faisons entendre la voix du vivant que les puissants et leurs politiques aveugles nous obligent à ignorer. Plus que jamais, la stratégie zadiste est une forme d'écologie sociale en prise avec les enjeux de notre époque, en alliant lieu de vie et lieu de lutte, elle ouvre la voie vers un ailleurs tout en mettant des bâtons dans les roues de la machine industrielle capitaliste.

Les Zones à défendre, quand elles ne ressortent pas traumatisées par la répression, sont également des espaces de libération psychologique et matérielle, qui permettent de mieux «savoir de quelles façons nous sommes opprimé·es, et aussi de quelles façons nous nous autoréprimons», comme l'écrivait justement en son temps Hakim Bey⁶. Comme dans les TAZ (Zones autonomes temporaires) – les *free party* des années 1990 – nous pouvons y expérimenter d'autres formes de temporalités, travailler au corps les formes d'oppression qui nous rongent toutes et tous, de l'intérieur comme de l'extérieur, et bâtir un rapport différent au monde, loin de ce que l'on a connu dans le contexte capitaliste.

Depuis ces luttes de territoire, nous combattons les monstres qui surgissent dans le clair-obscur du capitalisme, qui s'effondre actuellement en risquant malheureusement d'emporter l'humanité et le monde vivant avec lui. Les Zones à défendre doivent continuer d'être des bases arrière vers le monde d'après en même temps que des lignes de front nécessaires au cœur du système. Multiplions-les!

LES ZONES D'AUTONOMIE DÉFINITIVE

Cependant, les Zones à défendre sont des espaces en lutte fragiles et temporaires qui ne sont pas suffisants : il est donc important de pouvoir compter sur un autre type de ZAD : les Zones d'autonomie définitive!

Nous pouvons nous appuyer sur ce qui existe déjà dans notre environnement proche, et dès maintenant prendre le temps de nous relier et de nous auto-organiser localement. De nombreux lieux œuvrent d'ores et déjà de manière diffuse : les jardins partagés, les ateliers vélos, les squats et centres sociaux autogérés, les épiceries et cantines solidaires et plus largement toute la culture coopérative, associative et populaire. Prenons le temps d'identifier nos besoins locaux, de faire du lien avec notre entourage afin d'y subvenir, de transmettre nos expériences, et créons des outils qui faciliteront la

5. Pour plus d'informations sur le coup d'État pandémique et climatique, on peut lire l'interview de Mark Alizart, *Diakritik*, 1^{er} avril 2020.

6. Dans la célèbre brochure *TAZ : Zone autonome temporaire*, d'Hakim Bey.

prise d'autonomie et la mise en place de la solidarité sur le long terme. Ce travail peut aussi se faire à plus grande échelle en fonction de nos situations⁷.

Dans le contexte de démantèlement généralisé des services publics, et au vu de la crise économique qui s'annonce, il est nécessaire de tendre vers l'autonomie collective en continuant de faire exister des espaces de solidarité autogérés, hérités de la culture des mouvements sociaux, paysans, ouvriers, féministes et décoloniaux des siècles derniers. Il est nécessaire que nous nous affranchissions des États-nations qui nous oppriment, et du cadre législatif des normes capitalistes (propriété privée, emploi et salariat) qui nous exploitent. Mais les gouvernements et leurs alliés ne nous laisseront pas faire, c'est pour cela qu'il faut se donner les moyens de créer un rapport de force suffisant pour proposer un autre projet de société : il nous faudra être indépendant·es, doté·es d'outils d'auto-organisation pour être en mesure de nous défendre lorsque cela sera nécessaire.

Pour créer ces Zones d'autonomie définitive, nous devons nous entraider concrètement : réquisition de lieux et de terres⁸, soutien logistique pour la création de nouveaux lieux, soutien humain quand nous nous retrouvons attaqué·es, connaissance des enjeux historiques, écologiques, politiques et économiques de nos villes et de nos campagnes, transmission de nos expériences, de nos échecs, de nos réussites.

SE RELIER, MULTIPLIER LES BRÈCHES ET RENVERSER LE SYSTÈME

À Dijon, dans le quartier des Lentillères, des friches agricoles destinées à l'extension urbaine sont occupées pour se nourrir et permettent même d'alimenter des marchés hebdomadaires non lucratifs à prix libre. Des cabanes sont construites, et des ateliers d'échange de savoirs divers et variés, des concerts ou des fêtes atypiques s'organisent⁹.

Dans les environs de Bure, en lutte contre le nucléaire et son monde, les zadistes expulsés de leur ZAD ont créé une auto-école, une boulangerie, pratiquent l'herboristerie et l'affouage avec les locaux, fabriquent des éoliennes artisanales et sont sur différents projets paysans¹⁰.

Sur le plateau de Millevaches, un syndicat de territoire autonome relie les alternatives existantes à l'échelle de trois communautés de communes : préservation de la gestion de l'eau à l'échelle communale, récupération des logements vacants, sauvetage des services publics essentiels, accueil inconditionnel des réfugiés, cellule de soutien psychologique, entraide administrative et juridique s'organisent pour se renforcer entre elles¹¹.

Dans le quartier d'Exarcheia, à Athènes, où nombre d'immeubles vacants sont réquisitionnés pour s'y loger, les pratiques autogestionnaires sont largement répandues : assemblées populaires, cantines, dispensaire, cours de grec à destination des réfugié·es, bars qui servent pour l'organisation collective, etc.¹²

À Barcelone, une ancienne usine désaffectée a été transformée en un immense centre social autogéré et les terrains vagues sont devenus des jardins collectifs. Dans les quartiers populaires, les locataires expulsés réquisitionnent des appartements ou maisons vides pour se loger et créent leur propre monnaie non indexée sur l'euro pour leurs échanges émancipés des taxes étatiques¹³.

7. On peut prendre l'exemple du biorégionalisme qui souligne l'importance de l'échelle des bassins-versants.

8. Reclaim the Fields – Résistance fertile : <https://reclaimthefields.org/collective-projects/access-to-land/?lang=fr>.

9. Pour une présentation universitaire du quartier des Lentillères, on peut lire https://ufr-ssa.parisnanterre.fr/medias/fichier/me-moire-blanchard-pierre-20172018_1537970200008-pdf.

10. Pour une présentation des luttes à Bure : expansive.info.

11. Pour plus de renseignements, voir la brochure de présentation du [Syndicat de la Montagne limousine](#).

12. Sur Exarcheia, on peut écouter « Exarchia, Athènes contestataire et solidaire », France Culture, www.franceculture.fr.

13. Voir l'article de *CQFD*, n° 174, mars 2019.

Au Chiapas, les zapatistes, à travers plusieurs communes, ont depuis plus de vingt-cinq ans, pris leur autonomie vis-à-vis de l'État mexicain. Ils et elles s'affranchissent de son cadre législatif, politique et économique pour créer leur propre système de justice, de santé et d'éducation, leurs propres assemblées, où les habitant·es discutent et décident elles et eux-mêmes comment s'organise leur vie quotidienne¹⁴.

Le Rojava, une région kurde sans État souverain, s'inspire du municipalisme libertaire et de l'écologie sociale de Murray Bookchin¹⁵. Le peuple kurde, privé de territoire, est parvenu dans des conditions géopolitiques extrêmes à faire exister une formidable expérience multiculturelle, anticapitaliste et écologique. L'émancipation des femmes de la société patriarcale ainsi qu'un modèle éducatif populaire et inclusif (en plusieurs langues!) sont à l'œuvre, en pleine lutte armée contre les États turc, irakien, syrien et islamique. Des coopératives paysannes, notamment de femmes, réapprennent des manières de cultiver dans un territoire détruit par les guerres et l'exploitation pétrolière¹⁶.

ORGANISONS-NOUS ET FÉDÉRONS-NOUS POUR DES ZAD PARTOUT !

Il y a des mondes à inventer. Des utopies concrètes¹⁷ et radicales sont déjà en germe et ne demandent qu'à s'étendre et se relier. 2020 doit être l'an 01 de la sortie du capitalisme, comme la génération précédente l'appelait déjà de ses vœux dans les années 1970 dans un film mythique¹⁸. Nous vous proposons de suivre leur programme : on arrête tout, on réfléchit. Mais aussi, car l'urgence l'impose : on s'informe, on se relie, on crée, on se défend, et c'est pas triste !

Pour faciliter l'organisation dans ce sens, nous avons créé un groupe de réflexion-action pour la sortie du capitalisme. C'est un groupe où l'on prend le temps de mettre en commun nos expériences, nos envies, nos réflexions. On y crée des outils pour renforcer nos alternatives radicales de sortie du capitalisme, par exemple, des brochures sur les Zones d'autonomie définitive et la sortie de l'emploi. Ainsi, nous faisons partie d'une vaste dynamique de réappropriation collective qui continuera après le confinement, notamment dans les week-ends interluttés et inter-ZAD de Laisse béton, mais aussi ailleurs !

N'hésitez pas vous aussi à créer ce qui vous semble pertinent ou à nous faire signe¹⁹ si vous souhaitez nous rejoindre ! Préparons-nous dès maintenant à sortir concrètement du capitalisme dans la solidarité. Organisons-nous et fédérons-nous pour que nous soyons plus nombreux·ses à créer, rejoindre ou soutenir des Zones à défendre et des Zones d'autonomies définitives partout dès la fin du confinement !

1^{ER} MAI 2020

PUBLIÉ SUR *LUTTES DU GRAND OUEST*

14. Voir *Le Monde diplomatique*, juin 2017.

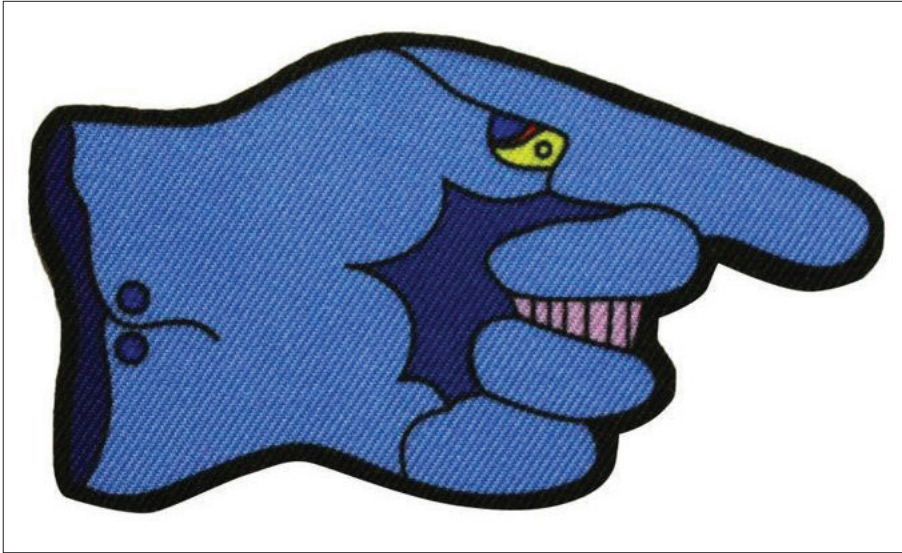
15. La revue *Ballast*, 3 septembre 2018, a publié une présentation du municipalisme libertaire, www.revue-ballast.fr.

16. Pour plus d'informations, on peut lire cet article de Reporterre.

17. Voir le site des *Utopies concrètes*.

18. Jacques Doillon, *L'An 01*, 1973, consultez l'article Wikipédia, https://fr.wikipedia.org/wiki/L%27An_01.

19. Écrivez-nous à laissebeton@riseup.net, que vous soyez dans l'Ouest ou non !



LES AUTEURS·ES DE SYLLEPSE FACE À LA PANDÉMIE

DANS LA PRESSE D'EXTRÊME DROITE, CORONA RIME AVEC PARANOÏA

JEAN-PAUL GAUTIER¹

Dans la presse d'extrême droite et chez les divers groupuscules se mêlent la théorie du complot, les juifs, les musulmans, le mondialisme, les LGBT et le monde sans Dieu... Sur fond de «Grand Remplacement». La fachosphère est particulièrement active. Ce qui amène la Licra à réclamer «l'urgence de confiner le discours de haine en ligne».

Les catholiques intégristes de Civitas, dans un communiqué daté du 20 avril 2020, dénoncent un complot et «un mensonge d'État» et «l'échec d'une réponse sans Dieu. Il y a eu une épidémie, mais c'est la première fois que Dieu se trouve oublié [non célébration de Pâques, suppression des messes].» La solution miraculeuse, «il faut retrouver la Sainte Messe, organiser des processions du Saint Sacrement dans les rues, faire pénitence pour l'apostasie de nos nations et l'application des lois iniques et contre-nature, témoigner publiquement notre foi». Naturellement, Jeanne d'Arc est appelée à la rescousse. Il faut organiser le 10 mai l'«opération Sainte Jeanne» et des prières publiques pour «sauver la France» et demander à «Jeanne d'intercéder pour nous auprès de Notre Seigneur Jésus-Christ». Bref, la France sans Dieu a été punie...

« LE CORONAVIRUS REND-IL FOU OU IDIOT ? »

La Ligue du Midi met en ligne sur son site un article d'Éric de Verdelhan (nostalgique de l'Algérie française), qui se pose la question «le coronavirus rend-il fou ou idiot?» La réponse lui paraît évidente: «C'est une réponse à la décadence de notre société, comme le sida a été une réponse cinglante au vagabondage sexuel.» Il s'insurge également contre le maintien de l'ouverture des centres d'IVG pendant le confinement: «Nous contribuons nous-mêmes au remplacement des populations», preuve, selon Max Chaleil, que les gouvernements ont préféré «donner la priorité aux porte-parole du lobby LGBT».

Quant au site *Lengadoc Info*, l'un des déclencheurs du coronavirus résulte de «la présence de migrants illégaux». La potion magique qui nous est proposée: prier saint Roch, qui d'après un certain abbé Berthe, aurait obtenu «de nombreuses guérissons par le simple signe de croix»...

Le groupuscule Dissidence française réclame l'application du couvre-feu pour lutter contre «la racaille» dans les quartiers sensibles et dénonce le fait que «les individus de confession juive soient dispensés de se munir d'attestation les jours de shabbat».

Damien Rieu, ex-dirigeant du Bloc identitaire, ex-collaborateur du site Fdesouche et actuel assistant parlementaire du député européen Philippe Olivier (beau-frère de Marine Le Pen), s'autoproclame «lanceur d'alerte de la France périphérique» et se lâche et multiplie les tweets. «Les islamistes se réjouissent du coronavirus: bars fermés, femmes avec des masques, plus de serrage de mains. Coronavirus.» Qui sont les coupables de la pandémie: «Les non-Blancs issus de l'immigration.» Damien Rieu a la solution: «Il faut peut-être les confiner dans leur pays.»

Génération identitaire. Le coronavirus est un agent du «Grand Remplacement». Adeptes de Renaud Camus, le groupe réclame la fermeture des frontières et le «remigration», à savoir, le retour contraint

1. Jean-Paul Gautier a publié *La Restauration nationale, un mouvement royaliste sous la 5^e République*, Paris, Syllepse, 2002 ; *De Le Pen à Le Pen, continuités et rupture*, Paris, Syllepse, 201 ; *Les Extrêmes droites en France, de 1945 à nos jours*, Paris, Syllepse, 2017.

des immigrés extra-européens et de leurs descendants «dans le pays d'origine». Magnanime, Rieu souhaite un «bon retour aux Algériens de France chez eux».

Riposte laïque reprend à son compte l'idée que «le coronavirus est une stratégie mondialiste» dont le but est «la destruction des sociétés occidentales», dénonce «le confinement réservé aux vrais Français» et appelle «les flics à tirer sur les racailles».

Les deux compères Dieudonné et Soral. En bon business man, Dieudonné commercialise, bénéfiques à la clef, des masques achetés en Chine. Pour lui l'analyse est simple: «Le coronavirus va justifier une crise financière par laquelle Rothschild et consorts vont dérober la totalité de l'épargne des moutons.» Donc pour reprendre l'écrivain antisémite, auteur de *La France juive*, publiée à la fin du 19^e siècle: «Tout vient du Juif. Tout revient au Juif...»

Quant à Alain Soral, qui se lance dans des «réflexions sur le couillonavirus»: le coronavirus est «un virus sioniste». Il va jusqu'à dénoncer «le gang qui a en charge la médecine d'État», établissant une liste qu'il n'hésite pas à comparer à la liste de Schindler et citant les noms de «Salomon, Hirsch, Lévy, Buzyn...»

La palme revient à Henry de Lesquen, dirigeant du Carrefour de l'Horloge (ex-Club de l'Horloge). Invité par un groupuscule nationaliste suisse, Résistance helvétique, pour une conférence, il a ouvert son propos par: «Il y a pire que le coronavirus: le judéovirus.» Ce qui a entraîné l'ouverture d'une enquête pour «provocation à la haine raciale».

« LE VIRUS QUI MÉPRISE DIEU »

L'hebdomadaire d'extrême droite *Rivarol* livre ses analyses complotistes, antisémites et pleines de bondieuseries. Au mois de mars: le 11, le coronavirus est «un complot pour faire avancer la gouvernance mondiale». Le 18, sous le titre «Coronavirus et virus mental», le journal nous explique qu'il existe «un virus plus grave que le coronavirus: le virus mental, spirituel. Celui qui méprise Dieu qui fait fi des lois divines et de la morale naturelle, celui qui rejette l'ordre moral et promeut le désordre organisé. Que Dieu vous garde tous sous sa protection sainte et divine.» Le 25, «la pandémie, l'oligarchie occidentale en rêvait». En avril, le 1^{er}, dénonciation du lobbying, de la corruption et des conflits d'intérêts (est visé Yves Lévy, ex-responsable de l'Institut national de la santé et mari d'Agnès Buzyn). Dans la même livraison, Hannibal (Martin Peltier ex-responsable de *National Hebdo* du FN) dénonce la fortune anonyme et vagabonde: «La fortune anonyme et vagabonde est notre ennemie par les idées et les crimes qu'elle traîne après soi, le pouvoir, l'idéologie, la religion qu'elle comporte. Toujours le veau d'or veut la place de la vraie religion, il dit le bien, le mal, il veut être adoré, aimé et obéi, lui seul.» Quant à l'éditorial, il voit dans le confinement, «une forme de détention collective. Le village planétaire est devenu un camp de concentration». Il s'oppose à la fermeture du sanctuaire de Lourdes: «On craint davantage un virus qu'on a confiance en la puissance et la miséricorde la Mère de Dieu.» Le 8, Robert Spieler cite une déclaration de Fatih Erbakan, dirigeant du parti Refah, en Turquie: «Bien que nous n'ayons pas de preuves certaines, ce virus sert les objectifs du sionisme de réduire la population et d'empêcher son augmentation [...] d'importantes recherches le disent [...]. Le sionisme est une bactérie vieille de 5 000 ans, cause de la souffrance des gens.» La note de Robert Spieler se poursuit par le propos d'un journaliste du quotidien turc *Yeni Akit*. Quel est «l'objectif caché des juifs?» La stérilisation de la famille car «ils pensent que la population mondiale doit d'abord fortement être réduite. Peut-être que demain, ils présenteront le vaccin contre le coronavirus comme un remède et qu'ils y incorporeront une substance stérilisatrice. Et vous savez comment le virus peut se propager du côté de l'argent, donc c'est bon pour le Bitcoin».

La main de George Soros est aussi présente, car derrière l'épidémie se cache un laboratoire chinois dans lequel sa société, le Fund Management aurait été actionnaire. Le 29, l'éditorial de *Rivarol* s'en

prend à Mario Stasi, président de la Licra, qui veut un nettoyage du Net de tout discours de haine et des poursuites pénales. Il est accusé de vouloir interdire sous peine d'amende astronomique et de peine de prison tout discours, toute analyse, toute prise de position ne convenant pas à un certain lobby. De son côté, Mario Stasi constate: «Il n'a pas fallu bien longtemps avant que ces réflexes antisémites prolifèrent sur la toile.» La Licra demande une adoption rapide de la loi dite Avia pour lutter contre «un antisémitisme déconfiné», ce qui fait dire à l'éditorialiste: «Ce que Sion veut, la Gueuse le veut.»

Parodiant Audiard, *Rivarol* écrit: «Les judéos-sionistes, ça ose tout, c'est à ça qu'on les reconnaît!»

4 MAI 2020

CHINE : LORSQUE LA SERVILITÉ L'EMPORTE SUR LA LUTTE CONTRE L'ÉPIDÉMIE

AU LOONG YU¹

L'épidémie de Wuhan du Covid-19 s'est propagée à une vitesse fulgurante et s'est transformée en une pandémie mondiale qui était évitable dès le début. Il a fallu plusieurs semaines pour empêcher qu'elle se propage à l'ensemble du pays avant la ruée vers les voyages qu'occasionne le « Chunyun » – Fête du Printemps, qui, pendant le Nouvel An chinois 2018, a vu se déplacer 3 milliards de voyageurs vers et depuis leur village ou ville d'origine. Pourtant, Pékin a agi trop tard bien que le gouvernement municipal de Wuhan ait été au courant de la propagation du virus dès le début. Nous avons également constaté des retards similaires au Royaume-Uni et aux États-Unis, par exemple. À bien des égards, Trump et Xi Jinping se ressemblent dans leur arrogance, leur ignorance et leur mépris pour les spécialistes. Pourtant, le cas chinois présente des caractéristiques très différentes de celles de l'Occident, si nous examinons plus attentivement comment les événements se sont déroulés au cours des semaines cruciales entre décembre 2019 et janvier 2020.

QU'EST-CE QUE XI JINPING A FAIT AU DÉBUT DE JANVIER ?

Début avril 2020, des informations concernant le premier cas confirmaient qu'un premier patient Covid-19 était apparu le 1^{er} décembre 2019². À partir de la mi-décembre, « il existe des preuves qu'une transmission interhumaine s'est produite par des contacts étroits depuis le milieu de décembre 2019³ ». Les hôpitaux locaux avaient adressé leurs prélèvements à Vision Medical à Guangzhou pour des tests et le 27 décembre avec le séquençage du génome, « les résultats ont montré une similitude alarmante avec le coronavirus mortel Sars », comme l'a rapporté Caixin.com⁴. Vision Medical a immédiatement communiqué ses conclusions à la Commission provinciale de la santé du Hubei. Pourtant, entre le 1^{er} et le 3 janvier 2020, la province du Hubei et la Commission nationale de la santé lui ont répondu qu'il devait détruire ses prélèvements, cesser de faire d'autres tests et ne pas communiquer leurs résultats au public.

Pendant ce temps, le 30 décembre, des lanceurs d'alerte inconnus ont publié en ligne deux documents de la Wuhan Health Commission mentionnant une pneumonie de cause inconnue, forçant la Wuhan Health Commission à annoncer, pour la première fois, qu'il y avait 27 cas de « pneumonie virale », mais atténuant sa virulence en expliquant qu'il n'y avait pas de transmission interhumaine. Ces deux affirmations étaient des mensonges.

Au niveau national, quelque chose d'encore plus important se produisait. Le 10 janvier, la ruée pour les voyages de la Fête du Printemps allait commencer. Si ces déplacements étaient autorisés, ils propageraient certainement le virus dans tout le pays à une vitesse fulgurante. L'horloge tournait.

1. Au Loong Yu a publié *La Chine : un capitalisme bureaucratique*, Paris, Syllepse, 2013.

2. « Coronavirus: China's first confirmed Covid-19 case traced back to November 17 », www.scmp.com/news/china/society/article/3074991/coronavirus-chinas-first-confirmed-covid-19-case-traced-back.

3. « Early transmission dynamics in Wuhan, China, of novel Coronavirus – Infected pneumonia », *New England Journal of Medicine*, www.nejm.org/doi/full/10.1056/NEJMoa2001316.

4. « How early signs of the coronavirus were spotted, spread and throttled in China », *The Straitstimes*, www.straitstimes.com/asia/east-asia/how-early-signs-of-the-coronavirus-were-spotted-spread-and-throttled-in-china.

Au lieu et place de la Commission nationale de la santé, c'est le Centre chinois de contrôle et de prévention des maladies (CDC) qui a déclenché une alerte interne de niveau 2 d'urgence le 6 janvier, et les principaux dirigeants du parti ont été informés du virus nouvellement découvert. Le lendemain, le comité permanent du bureau politique s'est réuni et a discuté du nouveau coronavirus comme d'un événement de seconde importance. Un mois plus tard, face au mécontentement grandissant contre les autorités, Xi Jinping a produit son rapport interne pour montrer qu'il avait toujours incité le parti à lutter contre le virus. Les premières lignes du rapport concernant le virus portaient sur sa remarque lors de la septième réunion du bureau politique où il est signalé qu'il « avait demandé des mesures de prévention et de contrôle de l'épidémie de coronavirus ».

Le document ne précisait pas de quel genre de « demande » il s'agissait. Si la « demande » avait été substantielle et utile, il n'aurait pas été oublié de mentionner ce qu'elle recouvrait concrètement. Cela n'a pas été rapporté probablement parce que la demande n'avait rien de substantiel. Son action, ou plus exactement son inaction, semble également confirmer ce scénario, car il n'y a rien sur ce qu'il a pu faire entre le 7 et le 20 dans le rapport publié, au moment même où le virus se propageait comme un incendie. Xi Jinping n'a rien fait au cours de ces deux semaines cruciales, il a plutôt simplement observé la ruée vers les voyages et le banquet de Wuhan (voir ci-dessous) se dérouler comme prévu. Il a finalement publié une instruction publique le 20 : « Nous devons attacher une grande importance à l'épidémie et faire de notre mieux pour la prévenir⁵. » L'« instruction » du 20 était un peu plus substantielle, mais il était déjà trop tard. À ce moment-là, des dizaines de millions de passagers étaient déjà sur le chemin du retour vers leur ville ou village d'origine. Xi n'aurait-il pas dû le dire dès le 7, s'il était pleinement conscient à l'époque que le virus était capable de se transmettre d'homme à homme et que des centaines de personnes étaient déjà infectées ? En rendant public son discours interne peu après, Xi a voulu montrer qu'il avait agi très tôt sur la pandémie. En fait, le discours suggère le contraire.

Un rapport de Ming Pao sur la 7^e réunion du bureau politique a suggéré que Xi et/ou d'autres hauts dirigeants auraient pu dire quelque chose de plus catastrophique encore. Selon le rapport, « le leader » sur place avait décidé que si la prévention de l'épidémie devait être faite, elle « ne devrait pas provoquer de panique et affecter l'atmosphère du Festival du nouvel an lunaire ». Notez ici que le premier message sur la prévention d'une épidémie a été contrebalancé par un deuxième message qui disait pratiquement : « N'osez pas provoquer la panique et affecter l'atmosphère du Festival du nouvel an lunaire⁶ ! » Tous les mandarins de rang inférieur ont immédiatement compris quel message il fallait tenir. Par conséquent, ils ont continué à promouvoir le Festival tout en contenant l'information sur l'épidémie.

Pour s'assurer que tout semblait normal, les autorités de la municipalité de Wuhan et de la province du Hubei ont décidé d'aller de l'avant en organisant les deux réunions prévues du Congrès du peuple et de la Conférence consultative politique populaire, pendant la période du 6 au 17 janvier, qui ont été suivies d'une grande fête le 18 janvier, en présence de 40 000 familles. Grâce à ces événements publics, le virus s'est alors propagé encore plus rapidement. Trois jours plus tard, Xi Jinping a donné son « instruction » le 20. Ce n'est que lorsque le grand leader a pris la parole que ses subordonnés ont commencé à agir et ont confiné Wuhan le 23. Pourtant, 5 millions d'habitants de Wuhan avaient déjà fui, se joignant aux centaines de millions de passagers qui s'étaient empressés de voyager.

5. « Highlights : China's Xi recounts early role in coronavirus battle », Reuters.

6. « Jikong zaoshang bao, zhongyang weibao jieri qifen shi liangji » (CDC Reported in the Morning, the Central Prioritised Festival Atmosphere Resulted in the Missing of Opportunity), Mingpao, 17 février 2020.

LES RÈGLES CACHÉES L'EMPORTENT SUR LA LOI

Selon certains experts, si seulement l'interdiction de voyager et la réduction des contacts «avaient pu être menées une semaine, deux semaines ou trois semaines plus tôt en Chine, les cas de contamination auraient pu être réduits de 66%, 86% et 95% respectivement, et aurait été réduit considérablement le nombre de zones touchées⁷».

Pourquoi les autorités de Wuhan ont-elles agi comme elles l'ont fait? Cela nous amène à une discussion sur certaines caractéristiques de la bureaucratie du Parti communiste chinois. L'une d'elles est que ce que disent les lois est moins important que ce que peuvent penser les supérieurs. Tout Chinois commun du continent, s'il peut parler librement, vous dira que simultanément il existe deux ensembles de règles à l'œuvre, l'une est la loi, l'autre est le «*qianguize*», ou «règles cachées». Cette dernière est toujours la plus décisive. Deviner ce que pensent vos supérieurs est également considéré comme un élément important de la règle cachée. Nous sommes témoins ici de la façon dont cette logique bureaucratique chinoise s'est pleinement développée au cours de cette pandémie.

Selon l'article 38 de la loi de prévention et de contrôle des maladies infectieuses, «la communication d'informations concernant les maladies infectieuses doit être correcte et donnée sans délai». L'article 65 stipule que les ministères qui ne font pas ce qui précède seront passibles de sanctions administratives ou de poursuites pénales. Aujourd'hui, avec la révolution de l'information, il est beaucoup plus facile d'appliquer la loi pour protéger le bien-être de la population. L'épidémie de SRAS de 2003 a incité le CDC chinois à développer un système automatisé d'alerte et de réponse aux maladies infectieuses sur le Web et qui a été mis en œuvre dans toute la Chine en avril 2008⁸. Cette organisation est également appelée le Système d'information chinois pour le contrôle et la prévention des maladies (CISDCP). Auparavant, «les CDC locaux soumettaient un rapport mensuel au CDC national. Avec le CISDCP, les hôpitaux et les cliniques communiquent désormais immédiatement et directement via Internet⁹».

Pourtant, le 29 décembre, lorsque les hôpitaux de Wuhan ont signalé des cas de pneumonie de cause inconnue au district et à la Commission de santé municipale, cette dernière, au lieu de faire un rapport direct via le CISDCP, a enjoint aux premiers «d'attendre les instructions de nos supérieurs». Le 5 janvier, la Commission de la santé de Wuhan a modifié le manuel de notification, ce qui a pratiquement privé les hôpitaux de leur pouvoir de faire des rapports directs et a confié cette tâche aux commissions provinciales de la santé. En plus de ce changement, la Commission a également demandé aux hôpitaux de communiquer directement ses rapports à la chaîne des commissions de santé de district, municipales et provinciales pour une double vérification¹⁰. D'un seul coup, les responsables de la santé ont annulé la loi et le CISDCP.

Depuis que la pandémie s'est propagée dans le monde entier, le PCC a développé une forte propagande d'autopromotion en se moquant de la façon dont Trump et d'autres pays occidentaux avaient mal géré la crise. Certes, l'administration de Trump a mal agi. Pourtant, il y a une différence entre les États-Unis et la Chine pour le moins. Alors qu'Anthony Fauci de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID) peut ouvertement critiquer Trump, tout expert chinois faisant de même risquerait non seulement d'être licencié, mais également d'être emprisonné

7. «Effect of non-pharmaceutical interventions for containing the COVID-19 outbreak in China», *medrxiv.org*.

8. OMS, «Hand, foot and mouth disease in China: evaluating an automated system for the detection of outbreaks».

9. «Internet-based China information system for disease control and prevention», www.researchgate.net/publication/268103880_Internet-based_China_information_system_for_disease_control_and_prevention.

10. Yiqing chu zhibao xitong shixiao, wu yujing shiji (The Direct Report System Failed in the Early Stage of the Epidemic, Missing the Chance for Early Alarm), Mingpao, 16 mars 2020.

ou tout simplement de «disparaître». Non seulement les chefs du parti se sont tenus au-dessus des lois, ils se sont également tenus au-dessus de la science et des scientifiques. En réalité, ils croient savoir mieux que quiconque, ou tout simplement être omniscients. Aussi brillant que puisse être un scientifique en Chine, ce sont les bureaucrates qui ont le dernier mot, y compris par l'envoi d'un scientifique en prison pour avoir dit la vérité. Il n'est pas étonnant que lorsque le bureau politique a mis en place le 25 janvier un groupe de travail spécial de neuf membres pour faire face à l'épidémie, il n'a pas jugé nécessaire d'inclure un spécialiste de la pandémie.

Le 7 janvier, Xi a rappelé tranquillement à son parti que même s'il était nécessaire d'agir contre le coronavirus, cela ne devait pas affecter la tenue du Festival. Pourquoi était-il si préoccupé par ce Festival? On rappelle aux lecteurs qu'apporter de la joie aux gens pendant la Fête du printemps est un projet d'État. Cela est illustré par le Gala du Festival de printemps de la télévision centrale, qui pendant quatre décennies, s'est tenu à la veille du nouvel an. En regardant un tel spectacle grandiose, les Chinois doivent se sentir reconnaissants envers le parti. Quiconque connaît un peu l'histoire de l'Empire chinois sait que l'empereur avait besoin d'être régulièrement conforté sur la façon dont ses sujets vivaient heureux, et lui étaient reconnaissants dans la mesure où même le fleuve Jaune était devenu limpide et purifié de tous ses sédiments, que la mer était devenue calme. Il détestait les mauvaises nouvelles. Ses subordonnés le savaient trop bien, et après avoir été témoins du sort tragique de ceux qui avaient échoué, les fonctionnaires de rang inférieur s'étaient nécessairement transformés en béni-oui-oui, et n'hésitaient jamais à le glorifier quel qu'en soit le prix social.

VERSION MODERNE DU FRANKENSTEIN DE MARY SHELLEY ?

Nous devons garder à l'esprit que la pandémie de 2019 est dans la prolongation de l'épidémie de Sras de 2003. Le personnage principal dans les deux drames est le même Parti communiste chinois, qui a agi de la même manière en 2019 qu'en 2003. Ce n'est que le virus qui a été différent; mais dans sa version de 2019 il a été plus contagieux et mortel. Seize ans se sont écoulés entre les deux. Cependant, le parti, bien qu'il soit armé de technologies encore plus avancées, n'a pas seulement fait aucun progrès pour surmonter son inertie bureaucratique, il est même devenu pire. Si l'on se rappelle comment le parti a fait face à une autre catastrophe naturelle il y a quarante ans, on peut se poser la question: «Le parti a-t-il fait des progrès politiques depuis le début de la période de "réforme et d'ouverture"»? Je parle du tremblement de terre de Tangshan en 1976. Des mois, des semaines, des jours et des heures avant le désastre, des experts, du niveau local jusqu'au niveau national, avaient averti et avaient exhorté les responsables du parti à agir rapidement. Ils ont été entièrement ignorés et on leur a interdit de faire leur rapport aux principaux dirigeants. Pourquoi? Parce que le parti a déclaré aux experts que la priorité de la journée était de continuer à «critiquer Deng Xiaoping et s'opposer à l'aile droite».

Après que le tremblement de terre eut tué plus de 240 000 personnes, la Bande des quatre¹¹ aurait déclaré: «Nous ne pouvons pas permettre que le travail de secours détourne notre critique de Deng. Des centaines de milliers de personnes ont été tuées à Tang Shan, mais cela n'a pas vraiment d'importance¹².» Si cela est vrai, quel genre de monstre peut dire de telles choses? Ce qui importe, ce ne sont pas seulement les dirigeants eux-mêmes individuellement, mais la bureaucratie d'État du parti qui montre constamment le même genre d'indifférence face au résultat catastrophique de leur arrogance et de leur ignorance.

À l'heure actuelle, le gouvernement chinois élabore une nouvelle législation sur la biosécurité et

11. NdT: la Bande des quatre est le nom d'un groupe de dirigeants chinois qui furent arrêtés et démis de leurs fonctions en 1976, peu de temps après la mort de Mao Zedong. On les accusait d'être les instigateurs de la révolution culturelle.

12. Yan jiaqi et Gaogao, *Wenhua dageming shinian shi*, Chaoliu Press, p. 863.

l'élève en question de sécurité nationale. Le projet de loi, encore une fois, comprend des articles sur la punition de ceux qui osent mentir sur l'épidémie. Peut-être de nos jours les commentateurs occidentaux ne sont-ils plus aussi enthousiastes que par le passé à propos de l'autoréforme du parti par le biais de l'élaboration de nouvelles lois. Beaucoup se sont sentis trompés. Ou peut-être y avait-il aussi une dose d'auto-illusion? L'économiste hongrois bien connu, Janos Kornai, a écrit un article dans le *Financial Times* en juillet dernier sous le titre «Economists share blame for China's "monstrous" turn». Il a reconnu avoir conseillé des hauts responsables du PCC en 1985 sur l'introduction d'une réforme du marché en Chine «par le choc électrique de la commercialisation et de la propriété privée», mais finalement son effort, dit-il, n'a produit que «la version moderne du Frankenstein de Mary Shelley»¹³.

En ce moment, le gouvernement chinois élabore une nouvelle législation sur la biosécurité et je pense que Bill Clinton nous doit également des excuses pour avoir déclaré dans son discours de 2000 :

En rejoignant l'OMC, la Chine n'accepte pas simplement d'importer davantage de nos produits ; elle accepte d'importer l'une des valeurs les plus chères à la démocratie : la liberté économique¹⁴.

L'Union européenne a partagé alors la même politique de «changement par le commerce». Mais l'histoire a prouvé que la reconnaissance par le PCC de la «liberté économique» n'avait entraîné aucun changement démocratique. La concurrence sur le marché est l'«impératif catégorique» du capital, mais pas la démocratie.

Si Kornai s'était entretenu assez longtemps avec des travailleurs, il aurait peut-être eu une opinion différente. Après l'adhésion de la Chine à l'OMC, une ONG de Hong Kong avait publié un livre *Voices from Below: China's Accession to WTO and Chinese Workers* qui était un recueil d'entretiens avec des travailleurs. Des années ont passé depuis, mais le souvenir de ces entretiens reste actuel pour moi. L'un d'eux avait déclaré que «l'entreprise d'État deviendra une entreprise privée, ses dirigeants deviendront également des capitalistes»; l'autre se moquait des étrangers qui faisaient trop confiance aux textes des lois et des accords de l'OMC, sans se rendre compte de l'importance du «*guanxi*» ou du «lien privé¹⁵».

Paradoxalement, alors que les syndicats occidentaux ou les chercheurs chinois en matière de travail auraient dû mieux connaître cette situation, certains d'entre eux ont quand même laissé croire que le syndicat officiel ACFTU commençait à promouvoir une législation du travail et que, par conséquent, il devenait de plus en plus favorable aux intérêts des travailleurs, et par suite ont donc commencé à défendre une grande stratégie de «politique d'engagement» avec l'ACFTU. Ou encore, lorsque Pékin a commencé à avoir des lois sur les associations civiles (ONG), certains dirigeants d'ONG internationales les ont considérées comme un grand pas en avant vers le développement de la société civile en Chine.

UNE BUREAUCRATIE MI-MODERNE ET MI-PRÉMODERNE

Le nœud du problème est que, cependant, les «règles cachées» en général et le «*guanxi*» en particulier passent toujours avant la loi. Il y a un peu moins de trois ans, lorsque j'ai écrit sur le 19^e congrès du parti, j'ai parlé de l'élément prémoderne du PCC. Cet élément politique prémoderne exige dans ses propres rangs une sorte de loyauté et d'obéissance semblable à la servitude

13. www.ft.com/content/f10ccb26-a16f-11e9-a282-2df48f366f7d.

14. Texte complet du discours de Bill Clinton, www.iatp.org/sites.

15. May Wong (dir.), *Voices from Below: China's Accession to WTO and Chinese Workers*, Hong Kong, AMRC, 2008, p. 73-76.

personnelle prémoderne. L'avantage de ce niveau de fidélité est qu'il rassure le leader de son pouvoir, l'inconvénient est qu'il est également très diviseur car il crée nécessairement un mécanisme de concurrence féroce pour obtenir la confiance des plus hauts leaders au sein de la bureaucratie subordonnée, créant ainsi de multiples cliques et des luttes intestines. Cela dégénère souvent en une course folle dans la servilité, mettant en mouvement ce que j'appelle la survie des «plus-sans-scrupule». Deuxièmement, l'hypercentralisation du pouvoir oblige les bureaucrates de niveau inférieur – lorsqu'ils mettent en œuvre les politiques du chef de file – à exagérer les choses afin à la fois de sauver leur peau et de récolter des avantages, sans se soucier des conséquences. Nous l'avons vu pour la première fois dans le cas de Hong Kong et de nouveau dans la pandémie actuelle.

Ce retour de la tradition politique de la Chine impériale a incité Fei-Ling Wang à soutenir dans son livre *The China Order: Centralia, World Empire, and the Nature of Chinese Power* que la Chine d'aujourd'hui «est une entité politique Qin-Han réincarnée» qui vise l'expansion mondiale et entre donc nécessairement en conflit avec les États-Unis¹⁶. «Qin» fait référence à la première dynastie unifiée fondée par Qin Shihuang en 221 avant J.-C. «Han» fait référence à la dynastie Han qui a succédé au Qin. Je pense que l'avantage de cette approche est qu'elle saisit bien la culture politique prémoderne du régime de Pékin, mais il y a aussi un inconvénient. N'oublions pas qu'il est également résolument engagé à mobiliser le peuple dans l'industrialisation et la modernisation de la Chine. Ses caractéristiques modernes côtoient ses caractéristiques prémodernes et l'effort d'industrialisation du parti a eu des conséquences inattendues.

Le parti a transformé la Chine en un pays qui a un peuple très instruit, une société urbanisée, une grande classe ouvrière et une classe moyenne – que certains politologues considèrent comme des classes démocratiques¹⁷. Personne ne le sait mieux que le PCC. Ce sont ces forces potentielles qui ont empêché ses principaux dirigeants de supprimer complètement les derniers éléments de la république et de glisser vers la monarchie pure et simple. C'est également l'une des principales raisons de la paranoïa constante du parti face aux moindres signes de dissidence et de trouble.

Le fait que les principaux dirigeants soient obsédés par l'autopromotion n'est pas uniquement lié à la culture prémoderne. Les bureaucrates s'enrichissent par la voie moderne, la voie du capitalisme, non par l'ancienne voie impériale d'appropriation directe des surplus agricoles. Ils s'enrichissent beaucoup plus rapidement que leurs homologues dans le monde, car ils sont capables de combiner à la fois le pouvoir de l'État coercitif et le pouvoir du capital entre leurs mains, dévorant ainsi une part de plus en plus importante du surplus social aux dépens du peuple – ironiquement, avec l'aide des pays occidentaux.

Ils sont conscients d'être un ennemi du peuple trop gourmand et trop voyant. Ils ont donc, d'une part, dépensé une grande partie de l'argent public pour espionner le peuple et pour lui laver du cerveau sur la qualité de ses dirigeants. Ce n'est pas seulement par vanité personnelle que Xi demande à ses subordonnés de le glorifier sans arrêt. C'est un effort collectif à la fois pour justifier leur avidité et pour paralyser l'esprit des gens afin qu'ils cessent de penser par eux-mêmes. Ironiquement, la tendance du PCC à exagérer massivement les choses peut également l'amener sur la voie de la prophétie autoréalisatrice.

La pandémie actuelle offre déjà des signes de troubles. Après la mort de Li Wenliang, des millions d'internautes ont pleuré les médecins et des centaines de milliers d'entre eux lui ont adressé des salutations. Un habitant de Wuhan a même osé dire ceci :

16. Fei-Ling Wang, *The China Order: Centralia, World Empire, and the Nature of Chinese Power*, New Taipei City, Gusa Publishing, 2018, p. 16.

17. Dietrich Rueschemeyer, Evelyne Huber Stephens, John D. Stephens, *Capitalist Development and Democracy*, Chicago, University of Chicago Press, 1992.

J'espère que les gens comprennent que [...] ce dont ils ont besoin, c'est d'un gouvernement qui protège l'intérêt ultime de chaque citoyen. Cet intérêt ultime ne concerne pas seulement la propriété, mais aussi la vie! Si j'ai la chance de vivre, je ne me soucierai plus des conneries du grand renouveau de notre nation! Ni de ce pet du chien de route de la soie! Je m'en fous... si Taiwan est indépendant ou unifié (avec le continent)! Dans cette crise, je souhaite juste pouvoir manger du riz et avoir de quoi me vêtir! [...] Je suis avant tout un individu, une personne vivante! Désolé, je ne peux pas me permettre d'aimer un gouvernement et un pays qui me permettent juste de pourrir dans un moment de crise¹⁸!

2 MAI 2020

18. Wuhan fengcheng, mianlin rendao zainan (Wuhan Lockdown, Facing Humanity Crisis), Radio France Internationale, éd. chinoise, 25 janvier 2020. Trad. de l'auteur.

L'AVENIR DU TRAVAIL VU DU SUD... À LA LUMIÈRE DU COVID-19

CÉDRIC LETERME¹

L'avenir du travail vu du Sud: critiques de la «quatrième révolution industrielle» est paru il y a un peu plus d'un an. L'ouvrage offre une critique sur le fond et sur la forme du débat mondial autour de «l'avenir du travail», qui s'est principalement déroulé entre 2015 et 2019. Face à un débat perçu comme réducteur et biaisé, notamment parce qu'il masquait la réalité du travail et des travailleuses du Sud, le livre donne la parole aux personnes qui se sont le moins exprimées dans ces discussions pour leur permettre de donner à voir ce qu'elles occultent le plus.

Entre-temps, la crise du Covid-19 est passée par là. L'occasion de revenir sur certains des éléments développés dans le livre et qui prennent une signification nouvelle à la lumière des événements récents.

QUI SE SOUCIE ENCORE DE « L'AVENIR DU TRAVAIL » AU NIVEAU INTERNATIONAL ?

Un des points de départ du livre consiste à interroger la sincérité de toutes ces grandes organisations internationales (G20, Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE), Forum de Davos, etc.) qui se sont tout d'un coup découvert une passion pour le travail et son avenir. Comme le souligne une des personnes interviewées, cet intérêt soudain est en effet d'autant plus suspect qu'aucune ou presque de ces institutions ne s'était jusque-là caractérisée par sa sollicitude pour le monde du travail, au contraire. Or, leur réaction face à l'épidémie de Covid-19 est venue largement confirmer ces soupçons.

En effet, la plupart de ces institutions se montrent aujourd'hui bien moins préoccupées par l'avenir des travailleuses, qui ont à subir à la fois les conséquences de la pandémie et de sa gestion, que par l'avenir de la mondialisation économique et financière. «Tragiquement, les ministres du G20 se sont engagés en paroles, mais pas dans un plan d'action coordonné au niveau mondial réclamé par les syndicats», regrettait par exemple la secrétaire générale de la Confédération syndicale internationale (CSI) fin avril².

L'Union internationale des travailleuses de l'alimentation, de l'agriculture, de l'hôtellerie-restauration, du tabac et des branches connexes (UITA) fustigeait quant à elle un communiqué conjoint de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Ce communiqué en appelait à «une action internationale coordonnée pour maintenir la circulation transfrontalière des denrées alimentaires dans le cadre de la crise du Covid-19», mais en oubliant au passage, selon l'UITA, un élément clé, à savoir les mesures «visant à protéger la vie, la sécurité et les moyens de subsistance des travailleurs agricoles dont la sécurité alimentaire dépend»³.

Rien d'étonnant, évidemment. Mais cela confirme si besoin était que l'engouement international

1. Cédric Leterme est docteur en sciences politiques et sociales, chargé d'étude au CETRI-Centre tricontinental (www.cetri.be) et au Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative (www.gresea.be). Il est l'auteur de *L'avenir du travail vu du Sud : critiques de la «quatrième révolution industrielle»*, Paris, Syllepse, 2019.

2. CSI, «G20 Labour ministers step back from globally co-ordinated action plan to respond to Covid-19 social and economic crisis», 24 avril 2020, www.ituc-csi.org/g20-labour-ministers-step-back?lang=en.

3. UITA, «Covid-19: WTO-FAO-WHO ignore crucial link in food supply chain», 3 avril 2020, www.iuf.org/w/?q=node/7517.

soudain pour « l'avenir du travail », ces dernières années, masquait surtout des intérêts et des stratégies dans lesquels l'intérêt des travailleur·euses n'occupait qu'une place marginale.

Seule l'Organisation internationale du travail (OIT), fidèle à son mandat, s'est penchée un peu sérieusement ces derniers mois sur les conséquences de la pandémie et de sa gestion sur les conditions de travail et de vie des populations⁴. Mais là encore avec des biais et des limites déjà identifiés dans le livre. Parmi ceux-ci, on soulignera en particulier son appel, désormais traditionnel, à ce que les réponses à la crise se fassent le plus possible dans le respect du « dialogue social ». Ce genre d'appels sonne déjà creux dans les anciennes économies industrielles où ce « dialogue » s'est presque complètement vidé de sa substance ces dernières décennies, mais dans le Sud où priment le travail informel et l'absence de liberté syndicale, il apparaît tout simplement déconnecté de la réalité.

DES RÉALITÉS DU TRAVAIL DÉCIDÉMENT OPPOSÉES ENTRE LE NORD ET LE SUD

L'avenir du travail vu du Sud met en évidence en outre le fait que la plupart des acteurs et des questions constitutives du débat sur « l'avenir du travail » correspondent à la réalité des sociétés du Nord où l'emploi salarié constitue toujours la forme dominante du travail. À l'inverse, les travailleur·euses du Sud relèvent en effet dans leur immense majorité des secteurs informels et/ou de l'agriculture. Cela signifie que les discussions sur la précarisation de l'emploi, l'avenir de la protection sociale ou encore les façons de renouveler le « dialogue social » n'ont pas les mêmes significations pour ces travailleur·euses, à supposer qu'elles aient un sens tout court.

Or, ici encore, la pandémie et les conséquences de sa gestion ont montré avec brutalité à quel point la fracture dans ces domaines reste béante entre les sociétés du Nord et du Sud. « Près d'un milliard de personnes étaient confinées ce dimanche, remarquait par exemple il y a quelques semaines Frédéric Thomas du CETRI⁵. Cela n'en reste pas moins un luxe, tant, au niveau mondial, la majorité de la population n'a pas les moyens du confinement. Ainsi, 60 % des travailleurs dans le monde (85 % en Afrique) sont actifs dans le secteur informel, n'ayant d'autres ressources que de continuer à travailler. Une personne sur quatre vit dans des bidonvilles et des quartiers informels, et 40 % ne disposent pas d'équipements de base pour se laver les mains à la maison ».

L'OIT, de son côté, rappelait qu'« aujourd'hui, 40 % de la population mondiale n'a pas d'assurance-maladie, [...] qu'une écrasante majorité de travailleurs n'ont pas les moyens de se mettre en congé maladie ou de faire face à une situation d'urgence imprévue, [...] que la protection en cas de chômage est également insuffisante dans la plupart des pays du monde [...] et que 55 % de la population mondiale – soit environ quatre milliards de personnes – ne bénéficient d'aucune forme de protection sociale »⁶...

LE MYTHE DE LA « 4IR » DÉMASQUÉ

Dans sa deuxième partie, l'ouvrage s'attaque également au mythe fondateur du débat sur « l'avenir du travail » : l'existence d'une supposée « quatrième révolution industrielle » (4IR selon l'acronyme anglais : *4th Industrial Revolution*), appelée à bouleverser le travail de la même façon que les révolutions industrielles précédentes l'avaient fait jusqu'ici. Plus précisément, l'émergence d'un ensemble de nouvelles technologies numériques menacerait à terme à la fois la quantité et la qualité des emplois, à tel point que si pour les uns, c'est le travail lui-même qui serait progressivement

4. Par exemple : OIT, « Observatoire de l'OIT : le COVID-19 et le monde du travail, 2^e éd. », Genève, 2020, www.ilo.org/global/topics/coronavirus/impacts-and-responses/WCMS_740982/lang--fr/index.htm.

5. Frédéric Thomas, « La mondialisation au temps du Covid-19 », CETRI, 2020, www.cetri.be/La-mondialisation-au-temps-du.

6. OIT, « Covid-19 : Des systèmes de protection sociale défaillants pour les groupes vulnérables », Genève, 25 mars 2020.

appelé à disparaître, pour les autres, on pourrait déjà faire une croix sur le salariat et ses principales institutions.

Pourtant, s'il y a eu un « avantage » à cette crise, c'est celui d'avoir rappelé, souvent cruellement, que l'économie est encore très loin de pouvoir se passer de travailleur·euses... Cela a été dit et répété, mais il vaut la peine d'y insister: ce n'est pas le moindre des paradoxes que les métiers et les tâches unanimement célébrés comme essentiels depuis quelques semaines, sont précisément ceux qui sont le plus souvent dévalorisés et invisibilisés en temps normal. Notamment parce que la plupart sont assumés par des femmes ou des personnes racisées. La liste inclut le travail dans les soins de santé, les écoles, l'entretien des rues, la livraison, etc. Mais aussi celui des travailleur·euses domestiques, dont les employeur·euses découvrent tout à coup la pénibilité des tâches⁷, les travailleur·euses saisonnières dans l'agriculture, que l'on s'empresse de régulariser pour ne pas se priver de tomates cet été⁸, ou encore les travailleur·euses industrielles chinoises à qui l'on a sous-traité la production de l'essentiel de nos biens de consommation courante.

Même les fleurons de la nouvelle économie numérique, tels Amazon⁹ ou Deliveroo¹⁰, ont été obligés de reconnaître que leurs activités continuaient de reposer sur du travail humain - on ne peut plus humain. Quant à leurs discours cyniques sur la libération du salariat par l'auto-entrepreneuriat numérique, il apparaît aujourd'hui encore plus crûment pour ce qu'il a toujours été: un voile futuriste jeté sur des rapports d'exploitation qui rappellent bien plus le 19^e siècle que le 21^e...

CE QUI CHANGE MALGRÉ TOUT

Si les discours sur la « quatrième révolution industrielle » relèvent surtout de la manipulation, il n'en existe pas moins des changements bien réels dans le domaine de l'économie sous l'impulsion des technologies numériques, avec des conséquences potentiellement considérables sur le travail, y compris au Sud. Or, la crise actuelle accentue et accélère un certain nombre de ces changements.

Ainsi, l'automatisation et la relocalisation au Nord de certaines activités productives pourraient effectivement impacter le Sud plus rapidement que ce qui était envisagé avant la crise. De même, le pouvoir des grandes plateformes numériques pourrait sortir considérablement renforcé de la situation actuelle. Les défis que pose cette domination pour les pays et populations du Sud en proie à de nouvelles formes de dépendance et d'exploitation apparaissent avec d'autant plus d'acuité¹¹.

L'AVENIR DU TRAVAIL AU-DELÀ DE LA 4IR

La troisième et dernière partie de L'avenir du travail vu du Sud est centrée sur trois enjeux jugés plus déterminants pour l'avenir du travail en Afrique, en Asie et en Amérique latine que les imprimantes 3D et les algorithmes: le modèle de développement, les migrations et l'organisation des travailleurs.

Sur le premier point, on voit bien que la quête d'alternatives à la mondialisation néolibérale, voire au capitalisme tout court, a connu un sérieux regain d'intérêt dans la foulée de la crise du Covid-19,

7. Par exemple: CNEWS, « Confinés sans personnel de maison, le « choc » des riches New-Yorkais qui doivent s'occuper des tâches du quotidien », 2 mai 2020, www.cnews.fr/france/2020-05-02/confines-sans-personnels-de-maison-le-choc-des-riches-new-yorkais-qui-doivent?fbclid=IwAR37wzCT2XpcJZ0RT6UZKjh6VVo8628VtOX3Jd4WRMux5UBlbaQ7W_QFEIQ.

8. « Coronavirus: manquant de bras, l'Italie va régulariser 200 000 sans-papiers », *Les Échos*, 20 avril 2020.

9. « Amazon tourne à plein régime et va recruter 100 000 personnes », *L'Écho*, 17 mars 2020, www.lecho.be/entreprises/logistique/amazon-tourne-a-plein-regime-et-va-recruter-100-000-personnes/10214919.html.

10. RTBF « Coronavirus: les livreurs en première ligne face à l'épidémie de Covid-19 », 12 mars 2020, www.rtb.be/info/dossier/epidemie-de-coronavirus/detail_coronavirus-les-livreurs-en-premiere-ligne-face-a-l-epidemie-de-covid-19?id=10454769.

11. Sur ce point, lire le dossier: « Impasses numériques », *Alternatives Sud*, vol. 27, n° 1, CETRI/Syllepse, 2020, www.cetri.be/Impasses-numeriques.

et ce aussi bien au Nord qu'au Sud. Rien d'étonnant, tant la responsabilité de notre modèle d'exploitation est écrasante à la fois dans les causes de cette crise et dans notre incapacité à y faire face. Or, certaines des stratégies de dépassement de la mondialisation mises en avant dans le livre trouvent justement aujourd'hui un écho particulier.

C'est le cas, notamment, de la proposition d'un modèle de développement centré sur l'agriculture; proposition formulée par l'activiste philippin Walden Bello à destination de pays agraires, comme la Birmanie par exemple¹². Dans la foulée, ce dernier est également revenu, plus récemment, sur la nécessité connexe de revoir de fond en comble le système alimentaire mondial à la lumière des nombreuses failles révélées par la crise du Covid-19¹³.

« LES DROITS DES MIGRANT-ES SONT DES DROITS DE TRAVAILLEUR-EUSES »

Sur la question des migrations, nous soutenions notamment, avec d'autres, qu'il s'agit d'un enjeu étroitement lié au travail, ne serait-ce que parce que la toute grande majorité des migrant-es sont des travailleur-euses. Nous avons relayé les analyses qui voient dans les durcissements récents des politiques migratoires des pays industrialisés une logique de gestion de l'exploitation et de la misère, plutôt qu'une volonté d'arrêt pur et simple des migrations¹⁴. Or, encore une fois, la crise du Covid-19 est venue confirmer ces analyses, en montrant avec quel cynisme les politiques migratoires pouvaient être mobilisées au service d'intérêts purement mercantiles.

Frontières ouvertes, d'un côté, pour les travailleur-euses et les marchandises jugé-es essentiel-les, mais fermées, de l'autre, pour les réfugié-es qui s'entassaient dans les camps de la mort en Grèce. Si on peut se réjouir de la régularisation massive de sans-papiers dans des pays comme le Portugal ou l'Italie, force est de reconnaître qu'elle sert principalement à leur permettre d'aller travailler dans les champs, en révélant au passage toute l'hypocrisie des discours d'extrême droite sur « les étrangers qui volent le travail des nationaux ». En réalité, ces travailleur-euses font simplement le travail dont personne ne veut. Et ils et elles le font dans des conditions d'autant plus abjectes que l'on s'obstine à les traiter comme des citoyen-nés de seconde zone.

REDÉCOUVRIR DES RÉALITÉS ET PRATIQUES ALTERNATIVES DU TRAVAIL AU SUD

Concernant l'organisation des travailleur-euses, enfin, le propos du livre est double. D'un côté, s'inscrire en faux contre les discours « déclinistes » sur la classe ouvrière – ses institutions, ses pratiques –, en montrant notamment qu'à l'échelle mondiale elle n'a jamais été aussi nombreuse. Simplement, ses effectifs se sont massivement « sudifiés » et féminisés au cours de ces dernières décennies, comme le révèlent aujourd'hui de façon exemplaire les conséquences pour l'économie mondiale de l'arrêt des grands centres de production que sont la Chine ou l'Inde, par exemple.

Mais de l'autre côté, le livre vise également à montrer que le travail et ses pratiques au Sud ne peuvent pas être réduits à une simple antichambre du travail du Nord. L'histoire du travail au Sud n'est pas celle du Nord, avec quelques décennies de retard. Il s'agit d'une histoire autre, qui repose sur des expériences et des pratiques différentes du travail, dont les travailleur-euses du Nord pourraient en partie s'inspirer, notamment au moment de faire face à la déliquescence des droits et des garanties historiquement fournis par l'emploi salarié.

12. Walden Bello, « Paradigm Trap: The development establishment's embrace of Myanmar and how to break loose », *Transnational Institute*, 2018.

13. Walden Bello, « The Corporate Food System Is Making the Coronavirus Crisis Worse », *Foreign Policy in Focus*, 2020.

14. Par exemple: D. Pieret, Les frontières de la mondialisation: gestion des flux migratoires en régime néolibéral, CIRÉ asbl, 2014, www.cire.be/wp-content/uploads/2015 ou encore N. Hirtz, « Sexe, race et classe: aux racines des mouvements migratoires », *Gresea Échos*, n° 95, 2018, www.gresea.be/Classe-sexe-et-race-1858.

En effet, dans la mesure où ces droits et garanties n'ont jamais eu la même portée dans les pays du Sud – loin de là –, on y retrouve davantage des stratégies de lutte et de solidarité qui ne passent pas par les institutions classiques du salariat dans leur version occidentale. Des stratégies qui montrent à nouveau l'étendue de leur créativité dans le cadre de la crise du Covid-19¹⁵, même si, ici comme ailleurs, il faut se garder d'idéaliser des situations qui restent très largement dramatiques.

15. Sur ce point, voir notamment la série d'entrevues « Organising in the times of Covid-19 » sur le site de Daraja Press: <https://daraja-press.com/2020/03/27/organsing-in-the-times-of-covid19>.

LA MALADIE AU SERVICE DE LA CONQUÊTE DU NOUVEAU MONDE

TORIBIO DE BENAVENTE¹

Après l'extrait de *La Guerre du Péloponnèse* de Thucydide, notre ami Pablo F. Luna² nous propose ce texte. Selon la formule consacrée, toute ressemblance avec la situation actuelle est fortuite.

Dieu a frappé et puni cette terre, ses hommes et ceux qui l'ont découverte, qu'ils soient des indigènes ou des conquistadores, avec [des châtiments très sévères]. La première de ces punitions a été la variole. Durant la période du capitaine et gouverneur Hernando Cortés [au moment où il préparait son assaut contre Tenochtitlán, la capitale de la Confédération aztèque], avec l'arrivée du capitaine Pánfilo de Narvaez, est aussi venu sur cette terre, dans l'un de ses navires, un homme noir touché par la variole; une maladie inconnue ici.

À cette époque-là, la Nouvelle Espagne [le futur Mexique] était une terre très peuplée, remplie d'habitants, et comme la variole a commencé à contaminer les Indiens, c'est devenu pour eux une peste très mortelle dans tout le pays [et très loin dans les environs]. Dans la mesure où les Indiens ne connaissaient pas cette maladie, pas plus que la manière de se protéger, dans la plupart des provinces sont morts plus ou moins la moitié des gens, souvent à cause de leur pratique, qu'ils soient sains ou malades, de se baigner régulièrement [dans les lacs]. Puisqu'ils n'ont pas cessé de le faire [et de se contaminer], ils sont morts très nombreux, comme des punaises.

Mais ce sont aussi le manque de nourriture et la faim qui les ont fait mourir. Parce que comme tout le monde était tombé malade tout d'un coup, ils ont surtout cherché à se soigner les uns les autres, et il n'y avait plus personne pour les travaux agricoles ou autre chose. Dans de nombreux endroits, la mort a frappé tous les membres d'une maison, et parce qu'ils ne pouvaient pas enterrer tous les morts, pour remédier à la mauvaise odeur qui venait de leurs corps, les maisons ont été détruites et jetées sur eux, de sorte que leur maison est devenue leur sépulture.

À cause du nombre des pustules sur le corps, les Indiens ont appelé cette maladie «la grande lèpre»; ils se couvraient de plaies d'une telle manière qu'ils ressemblaient à des lépreux, et aujourd'hui certaines personnes qui ont pu guérir peuvent être reconnues de par le nombre de trous qu'ils portent sur le corps, comme des traces de la maladie.

Plus tard, il y a environ onze ans, un Espagnol touché par la rougeole est venu et, très rapidement, les Indiens ont été également contaminés. S'il n'y avait pas eu l'interdiction de la baignade et d'autres précautions, il en aurait été de même [qu'avec la variole]. Malgré cela, il y en a eu beaucoup de morts. Ils ont également appelé cela l'année de la «petite lèpre».

CIRCA 1544

1. Toribio de Benavente, *Historia de los Indios de la Nueva España*, Madrid, RAE, [1558] 2014, p. 18.

2. Pablo F Luna est historien et chercheur à l'Université Paris-Sorbonne. Il a publié, avec Niccolò Mignemi, *Prédateurs et résistants : appropriation et réappropriation de la terre et des ressources naturelles (16-20^e siècles)*, Paris, Syllepse, 2017

BOLSONARO À L'ÉPREUVE DU CORONAVIRUS

FABIO BARBOSA DOS SANTOS¹

On trouve un peu partout dans le monde des gens qui s'ennuient en quarantaine, mais pas au Brésil. Dans ce pays, la politique s'accélère et est conduite par un président potentiellement suicidaire dont la devise est : « Plutôt avoir un accident que de freiner ».

Au contraire d'Orbán ou d'Erdogan, Bolsonaro n'a pas profité de la pandémie pour s'arroger plus de pouvoir et réduire les libertés publiques. Il s'agit plutôt pour lui de durcir son plan de refondation morale et politique : une révolution à l'envers, à la mode fasciste.

Récapitulons. Après une décennie de succès pendant laquelle les privilèges de ceux d'en haut purent être combinés à de modestes améliorations des conditions de vie de ceux d'en bas, le lulisme perdit toute consistance. La combinaison des journées de juin 2013 avec les scandales de corruption et la récession économique poussèrent les classes dominantes à abandonner le néolibéralisme inclusif au profit d'une stratégie de spoliation sociale. De la conciliation à la guerre de classes en somme. C'est dans ce contexte qu'eut lieu la destitution de Dilma Rousseff en 2016, l'emprisonnement de Lula et la victoire de Bolsonaro en 2018.

UN MODÈLE DE NÉOLIBÉRALISME AUTORITAIRE

Pour ceux d'en haut, Bolsonaro offre un modèle de néolibéralisme autoritaire, c'est-à-dire l'État policier. Étant dépourvu de programme, il sous-traite la gestion de l'économie à un véritable Chicago boy. Il avance cependant avec un agenda comportemental, culturel et scientifique rétrograde que l'élite tolère mais trouve « désagréable », pour reprendre le mot de Marine le Pen. L'élite avait conclu un mariage de convenance avec l'ex-capitaine, puisque son idéal serait un bolsonarisme sans Bolsonaro.

Cependant le militaire a des idées bien à lui : former une dynastie ayant comme parti les militaires et comme base sociale les évangéliques. De ce point de vue, son plus grand défi est de convertir le soutien en ligne qui lui a permis de se faire élire en mobilisation réelle. Transformer des internautes en chemises noires. Sur cette route il suit toujours le même script : il désigne des ennemis qu'il attaque tout en se posant en victime. Il accuse non seulement des personnes mais aussi des institutions et la presse dans son ensemble d'être des obstacles à son projet, ce qui génère des prophéties autoréalisatrices. Quand le président accuse le congrès de le boycotter, il transfère la responsabilité de ses échecs sur ceux qui « ne le laissent pas » gouverner. En même temps il mobilise le soutien populaire pour s'opposer à des institutions qui, aux yeux des citoyens, incarnent la politique pourrie et corrompue. Quand le congrès réagit, le président voit son récit légitimé et hausse le ton. Quand il se tait, le président avance d'une case. Dans ce jeu des contraires, Bolsonaro apparaît comme subversif alors que la gauche brandit la constitution pour défendre l'ordre.

À Brasília, on pose des réponses simples aux problèmes complexes. Il s'agit de suivre le récit du héros qui affronte une succession de méchants et qui est le même que celui ayant cours sur les chaînes de vidéos en ligne et dans les jeux vidéo. Dans cette logique, ce que fait réellement le gouvernement importe peu. Il s'agit plutôt d'exciter ses supporters et de rendre naturel ce qui était

1. Fabio Barbosa Dos Santos est l'auteur de *L'Espoir vaincu par la peur : de Lula à Bolsonaro*, Paris, Syllepse, 2020.

encore intolérable il y a peu. Bolsonaro déplace le cadre de la normalité et élargit l'horizon des aspirations de sa base.

Il s'agit d'un mouvement qui ne peut pas reculer. Au contraire, comme une boule de neige il ne fait qu'accumuler de la masse, de la vitesse et de la violence. Dans ce mouvement, le président a fait descendre sa base dans la rue le 15 mars pour revendiquer la fermeture du congrès national. Trois jours plus tard, la manifestation prévue en défense de l'éducation eut l'air d'une contre-manifestation.

C'est dans ce contexte que le Covid-19 a débarqué au Brésil. La manifestation du 15 mars fut annulée, mais quelques irréductibles sortirent dans les rues pour saluer personnellement le président. Face à cela, la manifestation du 18 se transforma en *panelaço*² national et mit en évidence le déclin du soutien à Bolsonaro parmi les riches et la classe moyenne, qui furent les premiers à être atteints par un virus qui est arrivé avec ceux qui ont un passeport.

Le président renforça alors son négationnisme et commença à collectionner les ennemis. À chaque nouveau discours prononcé, les casseroles tintaient aux fenêtres. Le président serait-il perdu dans son monde parallèle? La stratégie de survie de cet animal politique pervers considère n'importe quelle pulsion de mort comme une opportunité politique. Il faut donc chercher la logique à l'œuvre derrière la folie.

Bolsonaro reconnaît que la crise a deux dimensions: sanitaire et économique. Il fait le pari que le peuple sera plus sensible aux effets de la seconde. Son discours contre l'isolement horizontal s'adresse donc à ceux qui meurent de faim, pas du Covid. Bolsonaro présume correctement que les travailleurs veulent travailler: j'ai entendu des marchands de rue critiquer le gouverneur qui soutient le confinement et défend Bolsonaro. En plus des commerçants et des entrepreneurs, les leaders évangéliques sont aussi contre le confinement qui vide leurs églises.

Cette politique repose également sur la certitude que l'État brésilien, ayant été fondé sur l'esclavage, ne portera jamais secours aux travailleurs comme en Europe. Au contraire, les mesures provisoires facilitent les réductions de salaires et les licenciements. Le fondamentalisme néolibéral de Paulo Guedes, le ministre de l'économie, sert de base au calcul politique de Bolsonaro.

Évidemment il s'agit d'un pari risqué, qui peut mener le pays à la catastrophe. Comme l'a fait remarquer Pierre Salama, si la lutte contre le Covid est décrite comme une guerre, alors Bolsonaro est un criminel de guerre. Dans ce contexte, le fait qu'un président suicidaire et génocidaire à la Hitler soit toléré par la population et par le Congrès nous donne la mesure du découragement de ceux d'en bas et du cynisme de ceux d'en haut.

Ce cynisme inclut Lula et le Parti des travailleurs (PT) en tant que membres à part entière de la famille de Brasília. En mars, le parti était contre la destitution de Bolsonaro. Il est exact de dire qu'une révolte au congrès donnerait du grain à moudre à Bolsonaro. Mais cet argument révèle que les principes (la vie humaine) sont subordonnés aux intérêts (les calculs politiques).

Face à la vingtaine de protocoles d'*impeachment* déclenchés pour la plupart par de nouveaux ennemis de Bolsonaro en avril, le PT a nuancé sa position. Mais il fait partie des éléments qui empêchent ce combat d'avancer car personne ne veut se lancer dans cette voie pour faire triompher quelqu'un d'autre. Autrement dit, la destitution de Bolsonaro n'aura lieu que quand les parlementaires penseront qu'ils y gagneraient plus qu'en exploitant les faiblesses du gouvernement.

Pendant ce temps, Bolsonaro a doublé la mise. Son gouvernement qui comprend plus de militaires que ceux de la dictature, s'est libéré des deux figures qui pouvaient lui faire de l'ombre. Il s'est d'abord agi du ministre de la santé qui n'était pas d'accord avec le président pour considérer ce virus comme «une petite grippe». Puis fin avril ce fut le tour de Sergio Moro, ministre de la justice

2. NdT: manifestation se déroulant aux fenêtres pendant lesquelles les participant·es tapent sur des casseroles.

responsable de l'emprisonnement de Lula, désormais remplacé par un évangélique. Le coût de la défection d'un homme vu comme le paladin de la lutte anticorruption n'est pas encore clair. Moro est parti en faisant une déclaration fracassante : il affirme que le président voulait mettre la Police fédérale sous sa coupe, ce qui a débouché sur une plainte devant la Cour suprême, autre cible du président. Bolsonaro s'est aussi mis à dos les gouverneurs des États fédérés qui furent nombreux à ignorer ses consignes pour mettre en place des mesures de confinement.

Critiqué dans la presse, mis à mal par la justice, hué par la classe dominante et voyant sa popularité menacée, Bolsonaro s'est lancé dans une fuite en avant. Il a annoncé une aide d'urgence de 600 réaux [100 euros] pour plus de 50 millions de personnes. C'est-à-dire quatre fois plus d'argent destiné à quatre fois plus de personnes que le *Bolsa família*, programme phare du lulisme. Dans la foulée, il est apparu entouré de militaires et sans Paulo Guedes pour annoncer un plan d'investissement public massif, mettant au placard l'orthodoxie néolibérale. L'objectif est clair : renforcer le lien direct avec ceux d'en bas en s'appuyant sur les militaires et mettant donc de côté sa solidarité de classe avec ceux d'en haut. Le philosophe Paulo Arantes parle de lulisme à l'envers pour décrire cette situation.

POURTANT LE PRÉSIDENT MARCHE SUR DES ŒUFS

Les turbulences politiques qui inquiètent le capital ont déjà forcé Bolsonaro à reculer et à réaffirmer les pleins pouvoirs au ministre de l'économie. À contre-courant des *panelaços*, les fidèles du gouvernement manifestent en voiture et klaxonnent devant les hôpitaux contre le confinement et à tout ce qui s'oppose à leur leader.

Pour le moment personne n'a le pouvoir de l'emporter et l'avenir du pays est dans les mains de ce parlement que le président voudrait fermer. Puisqu'il n'a pas la force pour le faire, Bolsonaro achète la stabilité avec le *centrão*, un assemblage hétérogène de petits partis vénaux prêt à soutenir n'importe qui en échange de budgets publics et de postes dans l'appareil d'État. En somme, il fait de la politique comme elle se pratique depuis toujours.

En mai, en dehors de Brasília, le pays était en route pour devenir l'épicentre de l'épidémie malgré la sous-évaluation notoire du nombre de cas. Des études montrent une corrélation entre la popularité du président, le non-respect du confinement et l'effondrement du système de santé publique dans diverses régions. Dans les banlieues, le confinement est irréalisable et les travailleurs se massent devant les banques pour recevoir leurs 600 réaux. À la campagne, la couverture médicale est minuscule et le virus a commencé à atteindre les territoires des populations natives, ce qui peut avoir un effet dévastateur. Le système de santé public frôle l'effondrement et les assurances ne cèdent rien lors des négociations avec le gouvernement qui souhaite utiliser des lits dans les cliniques privées. En somme, l'apartheid social continue.

Nombreux sont ceux qui frappent sur leurs casseroles, mais qui ont continué de faire venir leurs employées domestiques. D'autres ont passé le confinement avec leurs employées qui ne pouvaient donc plus rentrer chez elles. Les entreprises de livraisons à domicile ont augmenté leurs commissions pour que les personnes en télétravail ne manquent de rien et les livreurs ont protesté en vain dans des avenues vides. La *senzala*³ est toujours en place.

Bien qu'on ait pu assister à de nombreux épisodes de solidarité, c'est la dynamique autophage typique du néolibéralisme qui prévaut. La pandémie peut ouvrir des champs de réflexion mais semble incapable de provoquer par elle-même l'émergence de nouvelles subjectivités. Au Brésil, la gauche semble plus que jamais condamnée à l'insignifiance.

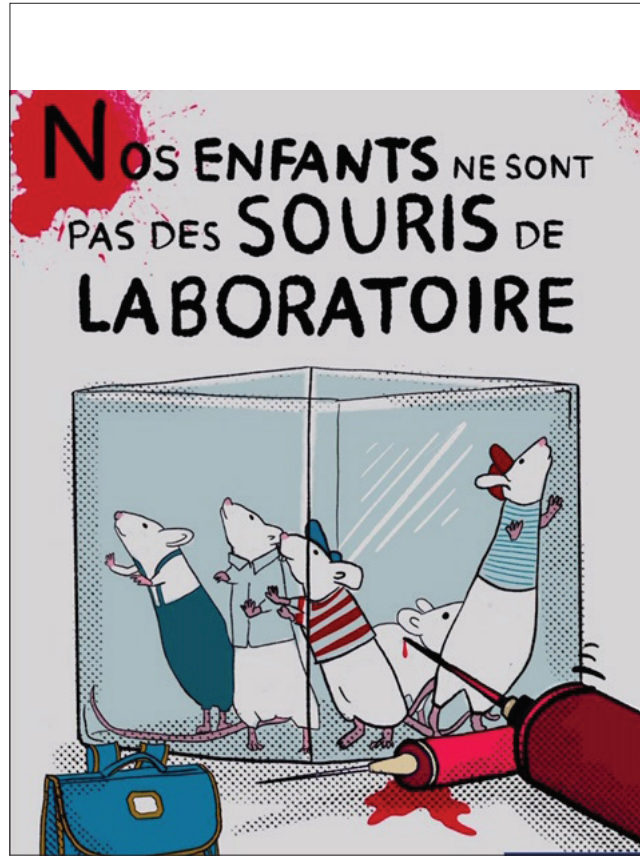
3. NdT : la *senzala* désignait le lieu où logeaient les esclaves dans l'économie de plantation.

La criminalité a baissé, le ciel s'est éclairci et les oiseaux chantent aux fenêtres de la classe moyenne. Mais derrière l'accalmie se cache la souffrance. La crise économique atteint tout le monde, bien que de manière différente. Cela crée de la tension dans une société qui attend un futur meilleur que le présent, mais pas au-delà du passé. Au Brésil il n'y aura pas de reflux keynésien ni de remise en place d'un État-providence qui n'a jamais existé. La tendance est plutôt à la reprise furieuse de la spoliation sociale, alors que la population espère pouvoir retrouver une certaine normalité dont les standards sont de plus en plus bas, avec ou sans Bolsonaro.



IMAGES











**ils
nous disent
d'éternuer dans
la Manche mais
moi j'habite dans
le Gers, ça fait
trop loin !**

En scannant ce QR code vous accéderez directement à notre site



**pour aller plus loin que l'impossible
et n'oubliez pas que nous avons besoin de vous**